

Algérie, 1,30 fr.; Maroc, 1,60 fr.; Tunisie, 1,30 fr.;
Allemagne, 1 DM Autriche, 2 Schilling
13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.;
Espagne, 34 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
20 fr.; Iran, 50 Rls; Italie, 350 L. Litua, 175 p.;
Luxembourg, 1 fr.; Pays-Bas, 1,25 fl.;
1,25 fl.; Portugal, 170 esc.; Suède, 2,20 kr.
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 66 ct.; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75267 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23 Paris
Télax Paris n° 89078
Tél. : 246-72-23

For information page 5.)

(Lire la suite page 3.)

- C.E.E. : Conseil de la dernière chance sur l'acier. (Page 42.)
- ALLEMAGNE : Taux d'escompte abaissé à 3 %. (Page 40.)
- JAPON : Pas d'accord avec les États-Unis (Page 40.)

PATRICK JARREAU.
la suite page 37.)

BERNARD CHAPUIS

tin Scorsese. Le film de Martin Scorsese offre l'originalité de tendre le miroir à cet « éternel Hollywood », le serpent se mord la queue pour renaitre encore plus tentateur.

Le moule n'est pas cassé, le moule s'affirme malicieusement à l'extrême. New York, New York — nous ramène sans rougir aux mythiques hollywoodiens qui ont pu nourrir un cinéphilie authentique comme Martin Scorsese. En bref, cet ancien étudiant, puis professeur de cinéma de l'Université de New York, université dans les années 60, ce fanatique du septième art à qui Jacques Ledoux, en 1967, offrit de la pellicule Gevaert pour tourner un petit film pour le quatrième Festival du film expérimental de Knokke-le-Zandvoorde, n'est pas un jeune homme à l'extrême. « Wavelength », de Michael Snow, — cet assistant épisodique des frères Mayisels, ce touche-à-tout insatiable effectue son pèlerinage aux sources.

LOUIS MARCORELLES,
(Lire la suite page 27.)

Boutique FRED 84, Champs-Élysées
Hôtel Loews, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez

AFRIQUE

LA PROCHAINE LIBÉRATION DES OTAGES DU POLISARIO

M. Waldheim ramènera à Paris le 23 décembre les huit otages

Confirmant l'information donnée jeudi après-midi à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing à l'occasion des familles, M. Miquel, un porte-parole du secrétaire général des Nations unies, a annoncé que M. Kurt Waldheim se rendrait à Alger où lui seront remis les huit otages français du Polisario. M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a téléphoné dans la matinée du même jour au secrétaire général de l'ONU — qui avait prévenu Paris deux jours avant l'annonce de libération — pour le remercier au nom du président de la République. Un communiqué de l'Élysée a précisé que M. Waldheim accompagnera les ressortissants français dans l'avion qui les amènera à Paris le jour même de leur libération. M. Waldheim a déclaré jeudi à France-Inter qu'il était en contact depuis novembre avec les représentants du

Polisario et avait accepté, à la demande de Paris, d'offrir ses « bons offices dans le cadre de ses fonctions humanitaires ».

Le général Ryadene, président du Togo, a assuré jeudi soir également à l'origine des libérations qu'il avait demandé, le 2 décembre, au cours d'une conversation avec le premier ministre sahraoui.

● A NOUAKCHOTT, le président Moktar Ould Daddah s'est déclaré « très satisfait » à son retour d'un voyage de cinq jours à Qatar et au Koweït, de la libération des otages. Par ailleurs, selon l'A.F.P., les forces mauritaniennes auraient infligé de « lourdes pertes » à la colonne du Polisario qui avait attaqué lundi le train minier à une centaine de kilomètres de Zouérate (le Monde du 14 décembre).

● A RABAT, le ministre marocain des affaires étrangères, M. Khatib, qualifié de « fait unique dans les annales des Nations unies » l'attitude de M. Waldheim. Le quotidien Maroc-Soleil juge « plus que surprenant » le fait que le secrétaire général ait reçu « M. Hakim Ibrahim Abdel, qualifié de représentant du Polisario pour les affaires extérieures, individu se réclamant d'un mouvement qui n'est reconnu ni par l'ONU ni par l'O.U.A., et de surcroît a procédé à des prises d'otages ».

● A ALGER, le quotidien Al-Djournouria écrit que « le problème pourrait être à nouveau posé et le gouvernement français continu à ignorer les avertissements des négociateurs sahraouis ».

● M. Blaschot, père de l'un des cinq Français disparus le 2 janvier 1976 dans le Sud marocain, a affirmé que « certains renseignements de sources étrangères dignes de foi lui permettent raisonnablement de penser qu'aux moins une partie du groupe est détenue par le Front Polisario », et a lancé un appel aux gouvernements français, marocain, algérien et au Polisario.

M. Marchais : M. Giscard d'Estaing est déçu de la libération des huit prisonniers

A l'occasion d'une conférence de presse, jeudi 15 décembre, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a répondu à la remarque de M. Giscard d'Estaing : « On ne fait pas de politique avec des otages. » Il a déclaré :

« Je trouve cela lamentable et indigné d'un président de la République. Comme je trouve lamentable la réaction de certains journalistes dans la presse de ce matin. »

« Dans cette affaire, avec mon parti, nous n'avons qu'une seule satisfaction. Elle est de taille. C'est le fait que le problème est résolu, que les huit détenus vont être libérés, qu'ils vont passer Noël dans leur famille. C'est une chose capitale, déterminante, décisive. Le reste, ce sont des spéculations, de méprisables petites manœuvres indignes d'un pays comme le nôtre, que nous ne comprenons pas, ne comprenons pas et rejetons. »

« J'ai dit que j'avais été consulté par le Front Polisario sur les conditions de cette libération, et qu'il serait bien que le gouvernement français entre en contact avec le Front Polisario. Je regrette que M. Giscard d'Estaing n'ait pas pris cette décision. »

En réalité, M. Giscard d'Estaing et ceux qui le soutiennent sont très déçus de la libération des huit prisonniers. Car ils ont utilisé cette carte pour justifier l'intervention militaire de la France dans l'Ouest algérien.

« Et aujourd'hui, on a l'impression qu'un communiste, que le secrétaire général du P.C.F. ait accompli une mission pour le parti qui lui revient. »

« Quant à dire, comme certains le font, que le président Boumedienne aurait joué un mauvais tour à M. Giscard d'Estaing, c'est bien là la petite politique politicienne de la petite classe politique algérienne qui ne sait pas réfléchir au niveau de l'intérêt national ! »

« La décision de libérer les prisonniers n'a pas été prise par le président Boumedienne. Ce n'est pas lui qui a conduit la lutte du peuple sahraoui pour le droit à l'autodétermination, c'est le Front Polisario. »

Or, dans cette affaire, M. Giscard d'Estaing s'est adressé à tout

le monde : à Tito, à Carter, à Brejnev. Sauf au Front Polisario. Mais cette affaire ne regarde ni Brejnev ni Carter. Moi, j'ai demandé directement au Front Polisario, avec lequel d'ailleurs une délégation du P.C.F. était déjà entrée en contact il y a un mois.

« Le président de la République devrait se réjouir de voir qu'un parti d'opposition ait pu jouer dans cette affaire un rôle utile. Je ne comprends pas qu'il en semble indigne. »

« Nous communistes, nous n'acceptons pas le racisme. Et nous le combattons. Nous n'acceptons pas plus qu'on injurie ou qu'on maltraite un juif, ou qu'on injurie et qu'on maltraite un arabe. Et nous disons : ceux qui ont assassiné des dizaines d'Algériens dans notre pays doivent être arrêtés, jugés, condamnés. »

« Nous avons discuté de tout cela avec le président Boumedienne. »

« Je reviens de mon voyage convaincu que les dirigeants algériens souhaitent avoir des rapports exceptionnels avec la France. Il y a trois ans que la construction d'une ferme automobile est en discussion, et il y a trois ans que les responsables algériens souhaitent que ce soit la Régie Renault qui en soit chargée. Ils proposent d'amener le gaz algérien à la porte de la France et de nous confier la distribution en Europe. Pourquoi le gouvernement français ne saisi-il pas ces chances extraordinaires ? »

« Par ailleurs, il y a en Algérie trois millions d'enfants qui apprennent le français et on manque d'enseignants. En France il y a des enseignants au chômage. Qu'attend-on ? »

« Pourquoi le gouvernement de notre pays a-t-il cette petite politique ? Parce que la bourgeoisie française n'a pas accepté que l'Algérie soit un pays libre, indépendant, qui a choisi l'option socialiste. »

« Voilà la raison fondamentale pour laquelle on mène cette misérable petite politique indignes d'un pays comme la France. »

« J'aimerais qu'au lieu de multiplier les spéculations on aille dans une autre voie dans nos rapports avec l'Algérie. Nous, c'est cette autre voie que nous suivrons. »

M. FABRE : je déplore la réaction du président de la République.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, jeudi 15 décembre à Riom, que M. Georges Marchais n'était pas un parlementaire en mission lorsqu'il a annoncé la libération des otages et que, de ce fait, il n'avait pas à en rendre compte au chef de l'État.

Il a ajouté : « Je déplore la réaction du président de la République, qui a reçu cette affaire comme un affront personnel. (...) Si Georges Marchais a été le dernier à aller là-bas, et si le gouvernement algérien et le Polisario ont voulu lui faire un cadeau, comme on l'a dit, eh bien ! tant mieux pour lui. (...) De toute façon cela n'a aucune importance car c'est uniquement le résultat qui compte. »

« Est-ce que nous n'avons pas le droit d'aller à l'étranger et d'y avoir des conversations ? Nous ne nous sentons pas dans l'obligation, quand nous rentrons, d'en rendre compte au gouvernement, nous n'engageons que nous-mêmes et notre propre parti. (...) Il y a des pays où les gens de l'opposition ne sont pas considérés comme des parlementaires de seconde zone et où l'on fait appel à eux pour leur confier des missions. Ce n'est pas le cas en France : seuls les parlementaires de la majorité sont envoyés en mission. On considère que nous sommes des irresponsables et on ne nous demande rien, ou on nous considère responsables et on nous traite normalement. C'est ce que j'ai dit, voilà deux ans, au président de la République, et le déplore qu'il n'en ait pas été tenu compte jusqu'à présent. »

« Le bureau politique du parti républicain, qui a siégé jeudi matin 15 décembre sous la présidence de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général, a rendu publique la déclaration suivante :

« Personne ne peut se tromper. Seule la fermeté et l'efficacité de l'action du gouvernement sont à l'origine de cette libération. »

« Aussi le parti républicain dénonce-t-il la basse exploitation de la libération de ces otages par le parti communiste et le parti socialiste à des fins de politique intérieure. »

M. JOSPIN (P.S.) : nous n'avions rien sur quoi informer le gouvernement.

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du parti socialiste, nous a déclaré :

« M. Giscard d'Estaing adore la pédagogie. Quelle impression de plaisir il donnait hier devant sa carte ! Mais je ne suggérerai pas à M. Haby de l'engager comme professeur d'histoire et de géographie. »

« Cela était clair sur le Sahara occidental. Voyons d'abord la géographie. Tout l'objectif de la République a été de faire oublier que le Sahara occidental qu'il montrait sur sa carte n'était plus, puisqu'il est maintenant pour partie mauritanien, pour partie marocain. On peut penser ce que l'on veut de la lutte du peuple sahraoui. Mais on ne peut pas dire qu'il attaque à l'extérieur des puissances pacifiques, car il n'a pas lui-même de territoire propre. »

« Voyons maintenant l'histoire. Personne n'a noté qu'il était contradictoire de parler de neutralité et d'utiliser dans le même temps les armes sahraouis pour voler le Sahara occidental et de fournir des armes au Maroc. Le président de la République a eu le souci d'acquiescer son engagement auprès du Maroc, dont le régime a mauvaise presse dans l'opinion française, et il a toujours insisté sur la petite et fautive Mauritanie. Les socialistes ont toujours pris position pour l'intégrité et la souveraineté de la Mauritanie. Mais nous pensons que c'est en favorisant le paix dans la région qu'on obtiendra une déstabilisation plus grande de ce pays. »

« Sur les otages, le parti socialiste n'a jamais négocié et donc n'avait rien sur quoi informer le gouvernement. Ce même gouvernement qui n'a jamais, lui, informé son opposition au Parlement sur les négociations qu'il engageait. Nous avons simplement profité de contacts pour dire clairement à nos interlocuteurs qu'il fallait libérer les personnes détenues. Si cela semble de la sorte, quelles qu'en soient les modalités, nous nous en réjouissons. »

« LA LETTRE DE LA NATION » : une scandaleuse exploitation.

« Voilà donc un heureux événement dont tout le monde se réjouit. Quant à la scandaleuse exploitation qu'a cru devoir en faire Georges Marchais, elle ne mérite que le mépris. C'est bien, suppose-t-on, ce qu'en retient déjà l'opinion publique. D'autant que le secrétaire général du P.C. a franchi un degré dans l'insolence et qualifiant de « lamentables et indignes » le chef de l'État les propos tenus par celui-ci mercredi soir. Mais de telles outrances ne nous surprennent pas : nous avons toujours dit que le comportement du parti communiste était, au fond, inamovible. Marchais vient encore d'en administrer la preuve. »

« Reste que la tentative de surenchère du parti socialiste dans cette affaire, et elle s'est voulue plus « discrète », n'est pas moins méprisante. Non, « on ne fait pas de politique avec des otages », comme l'a dit M. Valéry Giscard d'Estaing. »

(YVES MICHELET.)

Cii Honeywell Bull

oui aux Minis.

« L'efficacité dans les grandes entreprises, on connaît aujourd'hui le moyen de l'accroître : une bonne décentralisation, une délégation réelle des responsabilités permettant une meilleure dynamisation de l'ensemble. »

Avec de tels principes, l'heure est venue de l'informatique distribuée ; pour répondre à cette évolution Cii Honeywell Bull lance le Mini 6 et décide de le fabriquer à Angers comme ses autres systèmes, pour « coller » le plus possible à la réalité de l'entreprise européenne. »

Le Mini 6, par son architecture modulaire et évolutive, sa technologie de pointe et son ouverture sur des développements spécifiques à

l'entreprise, se situe dans la droite ligne de la réponse au besoin grandissant d'intelligence répartie, en particulier dans l'environnement des ordinateurs centraux.

Le Mini 6 constitue la plus récente expression d'une conception plus ouverte, plus humaine, qui est celle de Cii Honeywell Bull en matière d'informatique.



Cii Honeywell Bull

Changez pour l'informatique créative.

مكتبة من الأصل


Page 101

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Cette le Père en P

La Fiat 126...
pour conduire...
des courses...
de 4 places...
La Fiat 126...
pour l'été...
la plus sûre en P

126



EUROPE

AGES DU POLISARIO

Pays-Bas

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le gouvernement néerlandais, dont le chef prêterait serment lundi 19 décembre, est une coalition de centre droit (chrétien-démocrate et libéraux). L'équipe est dirigée par M. Van der Stoep, assisté de M. Wiegels, libéral. Le cabinet est ainsi composé :

premier ministre, Andréas Van der Stoep (chrétien démocrate) ;
vice-premier ministre, ministre de l'intérieur chargé des affaires libérales, M. Hans Wiegels (lib.) ;
affaires étrangères, M. Christiaan Van der Klaauw (lib.) ;
justice, M. Johan De Ruiter (lib.) ;
éducation, M. Arie Pais (lib.) ;
finances, M. Frans Andriessen (lib.) ;
santé, M. Roelof Kruljans (lib.) ;
aménagement du territoire, M. Pieter Beelaerts van Alderen (lib.) ;

Transport, M. Daniel Tuijnman (lib.) ;
affaires économiques, M. Gert van Aardenne (lib.) ;
agriculture et pêche, M. Alphons van der Stee (lib.) ;
affaires sociales, M. Willem Albeda (lib.) ;
culture et loisirs, M. Mathilde Garmann-Berendsen (lib.) ;
santé publique et environnement, M. Leendert Ginjaar (lib.) ;
coopération et développement, M. Jan De Koning (lib.) ;
affaires scientifiques, M. Ritsus Feynberg (lib.) ;

M. Van Agt : un partisan du «réveil éthique»

Né le 2 février 1931 dans le Brabant, au cœur du pays catholique, M. Van Agt a fait des études de droit à l'université de Nimègue. Il fait ensuite une carrière tranquille de fonctionnaire, notamment au ministère de la justice. En 1968, il est nommé professeur de droit pénal à l'université de Nimègue et se fait connaître comme rénovateur du droit pénitentiaire. Il devient ministre de la justice du gouvernement de centre droit de M. Biesheuvel en 1971.

Après la victoire de la gauche, en 1972, il reste ministre de la justice et devient vice-premier ministre dans le gouvernement de M. Den Uyl. Mais il ne sait pas toujours séparer les questions personnelles de sa ligne politique. En rendant officiellement ses états d'âme, par exemple, sur l'avortement, qu'il juge farouchement, en déclarant qu'il ne sait pas s'il peut rester en fonction — mais il y reste, — il surprend et inquiète les milieux politiques. Mis en minorité sur l'avortement au sein du gouver-

nement, il s'éloigne peu à peu des socialistes.

A l'automne 1976, des « négligences » facilitent la fuite du collectionneur Pieter Mantin, accusé de crimes de guerre en Pologne en 1941. Le ministère de la justice est mis en cause. Tout le monde est surpris quand le nouveau parti chrétien démocrate désigne M. Van Agt comme leader pour les élections du 25 mai. Cet homme, qui a obtenu plus de 200 000 voix, est un candidat de compromis entre les protestants, les progressistes et son propre groupe de catholiques conservateurs.

Aujourd'hui, M. Van Agt paraît plus sûr de lui, mais il ne fait toujours pas l'unanimité, même dans sa formation. Nombre d'observateurs font remarquer qu'il manque d'expérience internationale et qu'on le voit encore mal négocier avec M. Schmidt, Callaghan ou Giscard d'Estaing.

M. V. T.

Wiegels : un conservateur qui se veut éclairé

Le 6 juillet 1941 à Amsterdam, Wiegels a toujours voulu « faire la politique ». Etudiant, il rêvait de devenir « maître d'une ville ». Aujourd'hui, il est le « ton » de tous les médias qui nomment, aux Pays-Bas, par le titre de l'intérieur et le vice-ministre. La politique l'a, en empêchant de poursuivre ses études en sciences politiques, il est devenu président du Club jeunes libéraux, mais contrairement aux usages du Club, il refuse de gauche. Il prêche une « sagesse ». Il est entré en politique en 1957, il est alors le jeune député du pays. Quatre ans plus tard il est nommé chef du parlementaire libéral quand le parti du groupe devient ministre du gouvernement Biesheuvel.

Hans Wiegels sait faire appel à une clientèle politique que ses « collègues » étaient plus ou moins dans l'ancienne tradition libérale du dix-neuvième siècle. Les libéraux se retrouvent l'opposition, il prend résolument une voie plus conservatrice. Il son de simplifier ses vues pour l'avenir, et il obtient un succès avec ses slogans antisocialistes. Ces positions semblent aussi aux libéraux du pouvoir, lorsque M. Den Uyl paraît capable de reconduire la coalition tripartite. M. Wiegels décide, gouverner, de faire des concessions chrétiens-démocrates. Wiegels est le plus jeune ministre

VAN DER KLAUW : un omate de carrière.

Accompagné de candidats par MM. Van Agt et Wiegels, M. Van der Klaauw a été nommé ministre des affaires étrangères, que, autres, l'ambassadeur des Bas à Paris, M. De Ruiters, refuse. Finalement, c'est au titre de ministre, M. Christiaan Van der Klaauw, cinquante-trois ans, prendra le relais du vice-ministre M. Van der Stoep. M. Van der Klaauw est un libéral, mais il n'a pas joué de rôle important son parti. Le nouveau ministre, dont le choix peut surprendre, venait d'être nommé directeur de la coopération européenne au ministère des affaires étrangères à La Haye. Il a été ambassadeur des Nations unies à New-York, puis à Paris, Rio-de-Janeiro et New-York. Il a l'habitude de bien connaître plusieurs « étrangers », ce qui n'est pas un avantage. Depuis la guerre mondiale, il occupe le poste des affaires étrangères.

Chypre

L'enlèvement du fils du président de la République viserait à provoquer des troubles

De notre correspondant

Nicosie. — Le sentiment prévaut ici parmi les plus proches collaborateurs du président de la République, M. Kyprianou, que ce dernier ne cédera pas aux exigences des rivaux de son fils (le fils du 16 décembre). Les auteurs du rapt demandent l'octroi d'une amnistie générale en faveur des détenus, des inculpés et de ceux qui sont recherchés pour des crimes commis pendant le coup d'Etat de juillet 1974, qui visait à renverser le président Makarios et qui avait provoqué l'invasion turque de l'île.

Mais, de l'avis général, la but recherché ne serait pas l'amnistie mais la création d'une situation trouble qui permettrait à des puissances étrangères d'imposer un règlement définitif du partage de l'île. Le premier objectif serait la démission du chef de l'Etat, ou tout au moins le retrait de sa candidature à l'élection présidentielle de février 1978.

De nombreuses interpellations ont eu lieu, dès jeudi matin, tant au sein de l'unité de commandos du sous-lieutenant Kyprianou que parmi les membres ou anciens membres de l'organisation clandestine d'extrême droite EOKA-B, qui avaient participé, aux côtés des troupes commandées par la junte d'Athènes, au coup d'Etat de juillet 1974.

Tous les partis politiques et organisations de l'île ont vivement dénoncé l'enlèvement. L'archevêque de Chypre, Mgr Chrysostomos, a souligné que « la trahison se poursuit », et a invité la population à renforcer sa détermination de résister aux agents des ennemis de Chypre.

M. Glafcos Clerides, président du Rassemblement démocratique (droite), a retiré sa candidature à l'élection présidentielle de février 1978, où il était rival de M. Kyprianou. Il a condamné cet « acte illicite qui pourrait conduire à une catastrophe irréparable ».

Même M. Nicos Sampson, président de la République chypriote pendant huit jours lors du coup d'Etat de juillet 1974, et qui purge une peine de vingt ans de prison, a demandé aux rivaux de libérer leur otage.

Le soir d'un intermédiaire, qui appartenait précédemment à l'organisation EOKA-B, a téléphoné à la présidence pour faire savoir que le fils du chef de l'Etat était en vie et qu'un délai supplémentaire, expirant vendredi soir à 22 heures, était accordé pour que soient satisfaites les exigences des rivaux.

DIMITRI ANDREOU.

Le premier ministre grec, M. Constantinos Karamanlis, a exprimé son « horreur pour cet acte, étranger aux mœurs grecques », avant d'ajouter : « J'invite les auteurs de l'enlèvement à abandonner leur tentative criminelle qui, dans les moments critiques que nous traversons, ne peut que servir les intérêts des ennemis de l'hellénisme ».

DIPLOMATIE

M. DE GUIRINGAUD A DONNÉ UNE RÉCEPTION POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE

M. de Guiringaud a donné, jeudi 15 décembre, une réception en l'honneur du corps diplomatique. Le ministre des affaires étrangères et Mme de Guiringaud, ainsi que le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et Mme Deslans, ont accueilli dans le salon de la Sotonde quelque deux mille invités qui se sont répartis dans le salon de l'Horloge, le salon de la Paix et la grande salle à manger du quai d'Orsay. Une telle réception n'avait pas eu lieu au ministère des affaires étrangères depuis une trentaine d'années.

La négociation de Vienne sur la réduction des forces en Europe (M.B.F.R.) s'est ajournée jeudi 15 décembre jusqu'à la fin du mois de janvier. — (A.F.P.)

Italie

Le gouvernement Andreotti paraît condamné mais aucune solution de rechange ne se dessine

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti de passer probablement pas l'hiver dans les milieux politiques, on estime même que sa chute pourrait intervenir avant fin janvier. Mais aucune solution de rechange ne se dessine encore, les communistes insistant avec force pour un cabinet d'union nationale et les démocrates-chrétiens déclarant une telle hypothèse totalement inacceptable. Ouvrir « une crise dans le brouillard », comme on dit à Rome, risquerait de conduire à une dissolution des Chambres.

Ce vendredi 15 décembre était considéré comme le jour de la clarification. Le gouvernement recevait les six partis constitutionnels qui le soutiennent pour leur soumission de nouvelles mesures économiques. Les syndicats devaient de leur côté se prononcer officiellement sur ce même plan, qui leur avait été communiqué la veille.

« Nous sommes insatisfaits de mesures purement conjoncturelles », ont déjà déclaré plusieurs de leurs dirigeants. L'hypothèse d'une grève reste viable. Or une grève générale serait une raison suffisante pour que les partis communiste et socialiste retirent leur appui au gouvernement. M. Andreotti lui-même aurait fait savoir aux syndicats que devant un tel défi il présenterait sa démission.

Le plan gouvernemental d'urgence vise à réduire le déficit considérable du secteur public, mais aussi à relancer la machine économique. 9400 milliards de lires d'investissement sont envisagés, tandis que la réduction de certaines dépenses, de nouvelles taxes et des relèvements de tarifs (téléphone, électricité, eau, gaz et chemin de fer) doivent permettre d'économiser 4100 milliards de lires. Resterait encore à trouver 1500 milliards, à propos desquels le débat est ouvert.

L'élément nouveau sur lequel on n'a pas fini de s'interroger est la détermination du parti communiste. Convincre que la situation se détériore, il insiste de manière inhabituelle pour entrer au gouvernement. De deux choses l'une. Ou bien M. Berlinguer craint d'être pris de court par des élections anticipées au printemps et veut préparer ses troupes à cette éventualité. Ou il mise malgré tout sur une solution intermédiaire, c'est-à-dire un nouveau gouvernement comprenant des techniciens de gauche et qu'il aurait imposés. Aux yeux de la base communiste, une telle formule serait mieux comprise qu'une entrée formelle du P.C. dans la majorité, qui ne se distinguerait guère de la situation actuelle. — R. S.

Cousu main, deux aiguilles!..

La peausserie anglaise est réputée pour sa grande qualité. Madelios connaît sa souplesse, sa légèreté, son confort. Par exemple, les trousseaux de toilette sont en agneau, mais il est bien d'autres idées de cadeaux : porte-billets, agendas, portefeuilles... Ils sont tous cousus main. Certains même, deux aiguilles...

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir.

SAVIEZ-VOUS QUE

MICHEL SWISS

VOUS ACCORDE LES MÊMES
REMISES EXCEPTIONNELLES
QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS ?

Toutes les grandes marques de
PARFUMS
PRODUITS DE BEAUTÉ
ACCESSOIRES • HAUTE COUTURE •
CADEAUX

16, RUE DE LA PAIX
PARIS — Tél. : 261-71-71
(3^e étage - Ascenseur)

cadeaux LANVIN
au centre pour lui, chez...
MAINE
MONTFARNASSE
LESCUR

Cette année, le Père Noël vient en Fiat 126

La Fiat 126, c'est le plus beau cadeau des citadins. Elle est idéale pour conduire les enfants à l'école, faire des courses, aller au bureau. 4 CV, 3,05 m de long, 4 places. La Fiat 126 est garantie 12 mois, kilométrage illimité. Prix tarif garanti 3 mois — un vrai prix-cadeau : clés en main

13 210 F

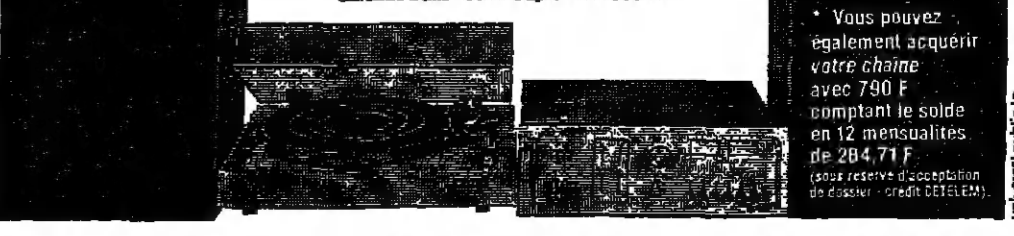


FIAT

Parmi un choix fantastique - 37 marques d'amplificateurs, 30 marques de tuners, 31 d'amplis-acoustiques, CIBOT VOUS CONSEILLE UNE CHAÎNE HAUTE FIDÉLITÉ DE QUALITÉ

CHAÎNE NEW-PORT : 3790 F*

* Ampli, pré-ampli SCOTT à 437 x 42 watts. Taux de dist. 0,3 %
* Platine tourne-disque SCOTT PS 47.
Stroboscope, arrêt et retour de bras automatiques
Cellule magnétique SHURE - Pointe diamant.
* 2 enceintes MARTIN SD, 3 voies, l'ensemble pour améliorer de musique avec musicalité et présence surprenantes.
Garantie 3 ans - Service après-vente assuré.



CIBOT • 136 bd Diderot et 12 rue de Reuilly - 75012 - PARIS - Tél. 546.63.78, ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. **SCOTT** • 25 rue Bayard - TOULOUSE - Tél. 62.02.21

Les magasins CIBOT seront ouverts dimanche 18 décembre de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

EUROPE

Espagne

M. Gonzalez a été mieux reçu à Moscou que M. Carrillo

De notre correspondant

Moscou. — M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), qui a terminé le 15 décembre une visite de cinq jours en U.R.S.S., s'est déclaré très satisfait de ce premier contact officiel entre son parti et le P.C. soviétique. Il a eu avec MM. Soudov et Ponomarev, secrétaires du comité central, et avec M. Zagladine, premier adjoint au chef de la section internationale du comité central, des entretiens qui, selon le communiqué commun, se

sont déroulés dans un climat « de camaraderie et d'amitié ».

La Pravda de ce vendredi fait au P.S.O.E. l'honneur, rare pour un parti non communiste, de publier le texte de ce communiqué en première page. L'exemple du Japon montre, il est vrai, que le parti communiste soviétique cherche à avoir des relations d'autant plus étroites avec un parti socialiste qu'il est en froid avec le parti communiste du même pays. L'accueil réservé à M. Gonzalez tranche avec celui plutôt glacial fait à M. Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, au moment des fêtes du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Le secrétaire général du P.S.O.E. a attribué cette différence de traitement au fait que son parti est la principale force d'opposition en Espagne et qu'il est plus près du pouvoir que le P.C.E. En l'occurrence, l'attitude des dirigeants soviétiques est la même que celle adoptée à l'égard du P.S.O.E. et du P.O.E. par les dirigeants américains, a souligné M. Gonzalez.

Les deux partis se sont déclarés satisfaits de la normalisation des relations entre l'Espagne et l'Union soviétique et se sont prononcés pour « l'extension et l'approfondissement des rapports d'amitié et de coopération entre les peuples soviétique et espagnol ». Ils estiment que « malgré les différences des points de vue idéologiques et des traditions », le développement des contacts entre les organisations progressistes a une grande importance pour « le renforcement des positions du mouvement ouvrier international, de sa cohésion, de sa solidarité dans la lutte pour la paix, le progrès social et les intérêts vitaux des travailleurs ».

Les Soviétiques ont réaffirmé à leur interlocuteur leur hostilité à l'entrée de l'Espagne dans l'O.T.A.N., position d'ailleurs partagée par M. Gonzalez. Le communiqué porte la trace de cette préoccupation commune lorsqu'il déclare : « Les deux partis estiment nécessaire de surmonter la division actuelle du monde en blocs militaires opposés, et se prononcent contre leur élargissement ».

DANIEL VERNET.

Union soviétique

La détention préventive de M. Tchcharanski va être prolongée

La détention préventive d'Anatole Tchcharanski, qui est au secret depuis le 15 mars dernier, va être prolongée pour une période pouvant aller jusqu'à six mois afin de permettre la poursuite de l'instruction de son affaire, a annoncé, mercredi 14 décembre, M. Viktor Volodine, qui supervise l'instruction de l'affaire. Selon le

code de procédure soviétique, une prolongation de la durée maximale d'instruction, fixée à neuf mois, n'est possible que sur autorisation spéciale du Soviet suprême.

Le jeune activiste juif et défenseur des droits de l'homme avait été arrêté après la publication d'un article dans la presse soviétique l'accusant d'espionnage au profit de la C.I.A. Le président Carter a démenti tout lien entre M. Tchcharanski et la centrale américaine de renseignements. Néanmoins, le 28 octobre, l'agence Tass affirmait sa culpabilité alors que l'instruction n'était pas terminée. Le 16 novembre, la mère du détenu était priée de lui choisir un avocat. Mais elle s'est vu refuser par le magistrat instructeur la désignation de trois avocats français choisis par elle et par la femme du détenu, qui se trouve en Israël.

Les enquêteurs ont déjà entendu une centaine de personnes, menaçant certains témoins de représailles s'ils ne fournissaient « un bon témoignage » contre M. Tchcharanski. Peut-être n'ont-ils pas encore obtenu les dépositions qu'ils souhaitent. A moins que les Soviétiques ne veuillent temporiser après les mises en garde du président Carter, qui avait annoncé à l'ambassadeur soviétique, il y a quelques semaines, qu'un procès et une condamnation de M. Tchcharanski pourraient remettre en cause la coopération entre les deux pays.

● A Paris, des académiciens français ont demandé jeudi 15 décembre, dans un télégramme adressé à M. Brejnev, la libération du mathématicien à l'issue du délai de garde légal. MM. Cartan, Dieudonné, François Jacob, Alfred Kastler, Leprince-Ringuet, André Lwoff, Francis Perrin, Schwartz, Serre, Titchmarsh, demandant que M. Tchcharanski soit relâché et autorisé à émigrer en Israël.

● Mise au point. — Nous avons fait état d'une dépêche de l'agence Associated Press (Le Monde des 6 et 9 décembre) indiquant que la diffusion des Mémoires de M. Mitchounovitch, ancien ambassadeur à Moscou, avait été suspendue en Yougoslavie. La direction de la maison qui a édité cet ouvrage nous précise qu'il n'en est rien, et que le livre se vend normalement.

Hongrie

Le 6 janvier

LA COURONNE DE SAINT ETIENNE SERA RESTITUÉE PAR LES ETATS-UNIS

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis restitueront le 6 janvier à la Hongrie la couronne de saint Etienne, emblème national traditionnel du peuple magyar, a annoncé jeudi 15 décembre le département d'Etat. Une importante délégation américaine se rendra à cette occasion à Budapest, où l'événement donnera lieu à des cérémonies qui se prolongeront pendant deux jours, a ajouté le porte-parole, M. Trautner. Il n'a pas été en mesure de dire qui dirigera la délégation américaine, mais on croit savoir qu'il s'agira du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance.

L'annonce de la décision des Etats-Unis de restituer la couronne de saint Etienne, qui est en leur possession depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avait suscité un tollé parmi la minorité américaine d'origine hongroise. Afin de l'apaiser, l'administration Carter a obtenu du gouvernement hongrois que la couronne et les autres reliques qui l'accompagnent soient exposées en permanence en un lieu historique de Budapest.

[La couronne de saint Etienne, selon la tradition, fut offerte le jour de Noël de l'an 1000 par le pape Sylvestre II au roi Etienne Ier, avait été confiée à une unité de l'armée américaine au début de 1945 par des gardes du trésor royal qui avaient fui la capitale assiégée par l'armée rouge.]

Roumanie

QUATRE MOIS APRÈS LES GRÈVES DANS LA VALLÉE DU JIU

Le ministre des mines est évincé du gouvernement

De notre correspondant en Europe centrale

Bucarest. — La grève qui avait paralysé pendant plusieurs jours, au mois d'août, l'activité des mines de charbon de la vallée du Jiu, dans le sud-ouest de la Roumanie, a connu, le 15 décembre, son épilogue sur le plan gouvernemental. Par un décret présidentiel, M. Constantin Babalan, ministre des mines du pétrole et de la géologie, a été libéré de ses fonctions. Il a pour successeur M. Vasile Patilinetz, lequel est remplacé à la tête du ministère de l'économie forestière et des matériaux de construction par M. Virgil Trofin, actuellement premier secrétaire du département de Brasov.

Nommé à la tête de son ministère depuis moins d'un an, M. Babalan paraît jouer en cette affaire le rôle du bouc émissaire. Ses déboires gouvernementaux antérieurs (il fut limogé il y a quelques années de son poste de ministre de l'énergie électrique en raison d'erreurs de gestion) ont peut-être aidé à détourner sur lui la vindicte du chef de l'Etat.

Ce qui retient l'attention dans la biographie de son successeur, M. Patilinetz, et dans celle de M. Trofin, rappelle au gouvernement après une absence de plus de trois ans, c'est qu'il s'agit de personnalités politiques de premier plan tombées en semi-disgrâce. Le premier en 1972, le second en 1971. Membre du secrétariat du parti de juillet 1965 à février 1972 où il était chargé entre autres, semble-t-il, des questions de sécurité, M. Patilinetz avait dû abandonner cette importante fonction à la suite d'irrégularités relevées dans ce secteur. Il était resté membre suppléant du comité exécutif, où il siège toujours.

Le cas de M. Trofin est encore plus intéressant. Ancien chef de la jeunesse communiste de 1956 à 1964, il appartenait lui aussi, pendant plusieurs années (1966-1971), au secrétariat du parti et même, après le mois d'avril 1968, au présidium, à la suite du limogement d'Alexandre Draghici, le ministre de l'intérieur de l'époque. A ce titre, M. Trofin eut la responsabilité de l'organisation et des cadres, poste considéré comme un secteur-clé. Jugé sans doute par M. Ceausescu comme un rival trop dangereux, il fut écarté en 1971 et, après avoir occupé

diverses fonctions ministérielles dont celles de vice-premier ministre, il fut finalement renvoyé « à la base ». Son retour au gouvernement devrait entraîner son remplacement à la tête de l'organisation du département de Brasov, où il avait pu exercer ses qualités de gestionnaire. Il n'est pas sûr qu'il bénéficie d'une promotion. La nouvelle responsabilité qui lui est confiée paraît bien modeste pour un homme de sa envergure.

Jeudi également la presse de Bucarest a publié les grandes lignes que devra suivre le développement du pays pendant le prochain quinquennat (1981-1985). Bien qu'il s'agisse d'une première approximation qui connaîtra sans doute des retouches d'ici à 1980, ce projet inspiré des indications données par M. Ceausescu lors de la récente conférence nationale du parti donne une idée des priorités retenues. Le taux d'accumulation restera très élevé (30-33 % du revenu national). Tout en restant rapide, le rythme de croissance du produit social (environ 8 % par an) et du revenu national (supérieur à 9 % par an) se ralentira un peu.

Dans l'industrie (plus 55 à 60 % sur cinq ans), les secteurs de l'automobile, de la construction mécanique et de la chimie continueront d'être privilégiés. Une attention spéciale sera portée à l'amélioration de la base nationale des matières premières et de l'énergie. Un effort plus sensible sera fait cependant en faveur de l'agriculture, dont les investissements devront être en augmentation de 40 % par rapport au quinquennat actuel.

MANUEL LUCBERT.

Giulietta:

1586 cc, 109 cv, 5 vitesses, technique trans-axiale. La nouvelle Alfa Romeo. Niki Lauda a signé les 999 premières Giulietta.



La nouvelle Giulietta est sûrement la première berline dont l'habitabilité - 5 vraies places - soit issue d'une conception sportive, la fameuse ligne en coin. Son prix : 41 165 F clés en main. Allez l'essayer chez votre concessionnaire Alfa Romeo, et, comme Niki Lauda, dites : "J'approuve". Des posters de Niki Lauda vous y attendent.

*Consommation conventionnelle en cycle d'homologation.



lubrifiants
Acip

PORTUGAL OU LA
II. — Une

Des gazes à l'oppression

Le Portugal est un pays où la vie est dure. Les conditions de travail sont difficiles, les salaires sont bas. Les ouvriers sont souvent exploités. Les syndicats sont faibles. Les gouvernements sont corrompus. Les citoyens sont impuissants. C'est une situation qui doit changer.

Le centre des pays de langue portugaise et espagnole. C'est un lieu où l'on peut apprendre la langue, la culture, l'histoire de ces pays. C'est un lieu où l'on peut se rencontrer, échanger des idées, des expériences. C'est un lieu où l'on peut se sentir chez soi.

مكتبة من الأصل

EUROPE

E PORTUGAL OU LA RECONSTRUCTION MENACÉE

II. — Une vision du possible

De notre envoyée spéciale DANIELLE GERVAIS.

Le Portugal, dont les réserves en devises et le stock d'or ont fondus, est pressé par le Fonds monétaire international de modifier sa politique dans un sens de plus grande austerité s'il veut obtenir les crédits qu'il sollicite du F.M.I. afin d'éviter l'asphyxie financière (- le Monde du 15 décembre). Or cette médication déjà imposée en février par les banquiers internationaux a échoué. Faut-il la renouveler ?

Lisbonne. — Les nouvelles mesures d'austerité annoncées le 1er août par le gouvernement portugais n'ont pas plus que celles adoptées en février, réussi à freiner la croissance économique comme le souhaitait le F.M.I. Durant l'année, la production industrielle aura augmenté d'en-

viron 8 % (contre 5 % en 1976), dépassant nettement le niveau atteint en 1973, dernière année de la phase précédente d'expansion. Le bâtiment a repris (14 + 5 %), ainsi que la production d'énergie (+ 10 %) et les activités de services (+ 6 %). Le seul secteur en recul a été l'agriculture (- 5 %), en partie à cause des conditions météorologiques défavorables qui ont compromis les récoltes.

Cependant, le déficit extérieur portugais préoccupe les financiers internationaux. En fait, le prêt de 750 millions de dollars, dont l'octroi conditionne l'avenir immédiat du Portugal, n'est qu'un symbole dans un conflit qui dépasse de beaucoup la somme en cause. Le vrai débat est politique, au double niveau, intérieur et international.

L'acceptation des sacrifices

Personne, au Portugal, de quel horizon politique qu'il vienne, n'a l'obligation de rendre au équilibre des transactions extérieures. Personne non plus n'imagine que la chose puisse se faire sans efforts ni sacrifices. Comme explique M. Eulálio Barreto, l'un des dirigeants de l'Internacional, il y a eu très peu de grèves dans le pays en 1977 et les travailleurs ont accepté de limiter leurs revendications salariales. De la base au sommet, dans les syndicats, tout le monde a conscience des sacrifices et de l'austerité nécessaires. A question est alléurs : c'est de savoir par qui et pour quoi seront consentis ces sacrifices ?

Le ministre du Plan, M. Gomes, confirme ce réalisme des travailleurs : « Nous avons, dit-il, obtenu l'appui des syndicats : ils ont accepté de limiter les salaires nominaux, ce qui nous a permis de limiter les dépenses définitives ». En février, puis en août, les décrets ont fixé un maximum de la hausse annuelle des salaires. Cependant, les prix à la consommation ont subi une hausse de l'ordre de 30 %. Malgré le blocage des coûts de certains produits, l'alimentation et les boissons (qui représentent plus de la moitié des dépenses de consommation) ont augmenté de plus en plus. C'est pourquoi la perte de pouvoir d'achat des travailleurs, qui a déjà été de 3 à 5 % en 1976, s'accroît et sans doute dépassera 5 % cette année.

M. Gomes précise que les travailleurs portugais jouissent encore d'un gain relatif de pouvoir d'achat (environ 10 %) par rapport à 1974. Mais il ajoute : « Je n'accepterai plus de laisser leur pouvoir d'achat réel, car ces 10 % correspondent à peu près aux gains de

productivité qui sont intervenus depuis 1974, essentiellement à partir de 1976 ».

Au-delà du désaccord perceptible au sein même du gouvernement, de fortes réticences à l'égard de la politique économique de M. Soares se manifestent dans l'opinion. La Confédération patronale des industries portugaises reproche, notamment la faiblesse des incitations à l'investissement privé. Ses dirigeants pensent que le futur gouvernement, quel qu'il soit, devra passer un accord avec le F.M.I. D'après elle, l'une des grandes erreurs du gouvernement de M. Soares a été de tenir secret le contenu des négociations.

En fait, derrière les critiques envers la politique économique du gouvernement démisionnaire (fonds gaspillés dans des entreprises non viables, au lieu d'être utilisés pour encourager les firmes privées à améliorer leur trésorerie et à s'organiser pour exporter), il n'y a pas vraiment de projet économique permettant de résoudre la crise financière actuelle.

Il en a été de même à l'Assemblée de la part des partis de droite (C.D.S. et P.S.D.). Lorsqu'il a été question d'appliquer un plan à moyen terme, ils ont reproché au gouvernement de négliger les mesures conjoncturelles au profit d'une perspective trop éloignée ; mais une fois que le gouvernement eût déposé son propre plan et centré son attention sur les problèmes immédiats, ils ont estimé que l'erreur était de ne pas d'occuper de l'avenir. Toutefois, l'opposition la plus fondamentale, qui ne s'exprime au départ qu'avec prudence et qui a commencé à se manifester ouvertement à l'Assemblée en mai, vise à obtenir la restitution au capital des moyens de production et des terres.

Des gages à l'opposition

Tout au long de l'année, le gouvernement Soares a d'ailleurs donné des gages à cette opposition : loi sur la réforme agraire à plus d'un an, loi sur le fermage qui recrée, en fait, les conditions d'avant 1974, puisqu'elle supprime toute garantie sur le délai du bail, qu'elle permet de vendre au paiement en nature, qu'elle supprime l'obligation du contrat écrit ainsi que les garanties de paiement des améliorations faites par le fermier pendant le bail. En outre, le code des investissements étrangers comporte des dispositions permettant aux « non-résidents » d'investir dans le pays de jouir de privilèges fiscaux considérables. Ce texte est apparu beaucoup comme le moyen pour les grands capitalistes qui avaient quitté le pays en 1974 d'y revenir indirectement en bénéficiant d'avantages accrus.

Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Soares, le nombre de firmes où l'Etat avait dû intervenir après avril 1974, seules vingt-cinq ont gardé le statut ancien, les autres ont été nationalisées, ajoutant au recul du pouvoir des salariés dans l'entreprise, est restée comme la menace la plus réelle pour les travailleurs portugais. On en parle bien plus dans les usines, que de la hausse du coût de la vie.

« Les commissions de travailleurs », nous dit un ouvrier du textile, à Castanheira-de-Pera, ne sont pas toujours, depuis avril 1974, au compte de leur entreprise pour négocier les contrats collectifs. C'est ainsi que dans trois ou

quatre usines de la région il n'y a eu aucune augmentation réelle de salaire, et ce en plein accord avec les commissions de travailleurs, qui ne pouvaient pas mettre en péril l'existence même de l'usine. Nous n'avons jamais voulu faire une politique de « la terre brûlée ».

Or, cette année, les nouveaux contrats collectifs ont été négociés directement entre le ministère du travail et les patrons, sans qu'aucun moment il soit tenu compte de l'existence des commissions de travailleurs. Quant à la seule entreprise de Castanheira où l'Etat est intervenu, parce que le patron est parti en 1974, il est question de la rendre à ses anciens propriétaires. L'indignation et l'impatience croissantes des travailleurs étaient telles que la droite ne pouvait plus espérer du gouvernement Soares qu'il fasse encore longtemps accepter les concessions qu'elle souhaitait. A l'inverse, le parti communiste ne pouvait plus convaincre sa base qu'il fallait continuer à soutenir le gouvernement socialiste minoritaire.

L'« épouvantail » que constitue le F.M.I. n'a pas servi à compenser le handicap constitué par l'absence de perspectives à moyen terme clairement exprimées. Pour le propre ministre du plan du gouvernement de M. Soares, « la vision du premier ministre était financière et à court terme, contenant peut-être à un ministre des finances, mais par à un gouvernement de gauche ».

Ceux qui critiquent, à gauche plus encore qu'à droite, s'appuient sur le sentiment que, en fait, la

Le président Carter semble, lui aussi, plus sensible que ses prédécesseurs aux risques politiques entraînés par la recherche d'une stricte orthodoxie financière. Les Portugais, enfin, espèrent que l'Europe occidentale, notamment la C.E.E., prendra conscience du fait qu'il serait plus rentable d'investir au Portugal et d'y développer l'emploi que de se battre contre un afflux, dans les pays industrialisés, de main-d'œuvre immigrée portugaise.

Un projet de rechange

Le projet économique élaboré par l'équipe du président Soares n'est pas dépourvu de considérations de « rentabilité économique » ; mais il a le mérite de chercher à préserver pour le peuple portugais les acquis de 1974, tout en s'attachant à résoudre les causes structurelles et profondes de la crise.

Les directions sont claires : diminuer le contenu en importation des investissements et orienter ceux-ci vers l'augmentation des exportations ; développer les capacités de vente à l'étranger des industries légères ; améliorer le fonctionnement du système bancaire ; réviser certains grands projets trop coûteux ; il ne s'agit pas seulement du grand complexe de Sines, qui va développer certaines capacités de production disproportionnées par rapport aux perspectives d'utilisation, mais où la participation de sociétés étrangères (notamment françaises) rend difficiles les reculs.

Le plan vise aussi à développer le travail posté dans les usines, afin de mieux utiliser des capacités actuellement très mal

employées et d'augmenter immédiatement une production pour laquelle la demande existe. Cette solution a incontestablement une connotation productiviste. Mais, répond l'un des auteurs du projet, M. João Cravinho, si vous êtes au chômage et si vous avez faim, vous accepterez bien volontiers même un travail de nuit... »

Enfin, l'exigence la plus grande tend à restaurer l'autorité de l'Etat. « On n'a pas changé l'appareil d'Etat après le 25 avril », constate M. Cravinho, ce qui explique l'absence totale de dynamisme et d'énergie : tout fonctionnait comme si on attendait que l'ancien système revienne. Il faut un gouvernement qui gouverne, mais qui ait en même temps l'adhésion des partenaires sociaux. D'où le refus du président Soares de recourir à des solutions excluant les partis politiques, mais en même temps l'affirmation qu'il faut, pour remettre la maison en ordre, sans le faire payer trop cher au peuple, mettre fin à l'équilibre des impuissances.

FIN

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS XI^e • Métro Parmentier

Tél. 357.68.35

Ca peut rapporter gros

LOTTO

JL

JEAN JOSSAN

Prêt-à-Porter de Luxe pour Hommes

ARCADES DU LIDO 78 Champs Elysées.

LIQUIDE TOUT SON STOCK

Autor. Préfectorale - Loi du 30/12/1906

vendredi 16, samedi 17
lundi 19, mardi 20
décembre

(ET JOURS SUIVANTS)

Chemises de luxe
Costumes - Pulls
Cravates
Vestes et Blazers
Pantalons
Vêtements de peau
Trenchs
Manteaux et Pardessus

SACRIFIÉS AVANT DÉPART

Ouvert de 9 h 30 à 19 h 30

A New York, des vols qui concordent.

En partant de Roissy-Charles de Gaulle à 11 h, vous arriverez par exemple à :

ATLANTA	12 h 47	MEXICO	13 h 58
BOSTON	11 h 20	MIAMI	13 h 53
CHICAGO	12 h 03	MONTREAL	11 h 34
CLEVELAND	12 h 49	PHILADELPHIE	10 h 50
DALLAS	13 h 30	PITTSBURGH	12 h 15
DENVER	13 h 15	ROCHESTER	11 h 30
DETROIT	13 h 06	SAN FRANCISCO ...	13 h 55
HOUSTON	14 h 50	SEATTLE	12 h 39
LOS ANGELES	13 h 43	TORONTO	11 h 55

Avec Concorde et un grand choix de correspondances à New York, vous serez plus tôt dans les grandes métropoles américaines. Avec Concorde, New York est encore plus près. L'Amérique aussi.

AIR FRANCE

Concorde

librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise

(anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)

Tout sur les pays d'Amérique Latine, l'Espagne, le Portugal, le Brésil, l'Argentine, le Guatemala, le Costa Rica, le Venezuela, etc.

Principes : livres, disques, presse, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, dessins, conférences, etc.

16, rue des Ecoles, Paris-V^e - Tél. : 333.48.16 - Métro Maubert-Mutualité.

(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

ASIE

LA CORÉE DU NORD AU SUD

(Suite de la première page.)

Pyongyang est une ville plantée dans la verdure. On pourrait passer huit jours à Séoul sans voir un parc. Il est vrai que le plus beau et le plus vaste a nom « Jardin secret ». Les rûs, qui avaient la jolte habitude de choisir leurs ministres en fonction de leurs talents poétiques, y passaient jadis de longues heures à écouter le doux écoulement des fontaines, et à contempler, à travers les panneaux de leurs pavillons, les reflets changeants de la lune sur les étangs encombrés de lotus.

Ces temps sont bien révolus. Le drapeau blanc de la Corée du Sud n'en porte pas moins toujours, en son centre, les deux virgules collées du yin et du yang, le symbole bouddhiste de la complémentarité de toutes choses et de l'éternel retour. Et, parfois, une porte s'ouvre au visiteur étranger, effaçant d'un coup le décor moderniste. Tel grand personnage, à peine rentré d'une mission en Europe, l'attend, revêtu du costume traditionnel coréen tout simple, tout gris, avec le pantalon serré aux chevilles, entouré d'amis qui se comportent plutôt en disciples.

M. Lee Yong-hee, qui décline la charge du ministère de la rééducation, a, comme beaucoup

d'hommes de sa génération, fait la connaissance de sa femme seulement après la célébration d'un mariage arrangé par les parents. « Encore, dit-il avec humour, portait-elle un maquillage si épais que je ne suis pas arrivé, sur le moment, à voir à quel elle ressemblait. » Un quart de siècle plus tard, la pratique n'a pas complètement disparu. Quant à lui, il continue d'estimer que les parents savent mieux que leurs enfants ce qui convient à ceux-ci. « La plupart du temps, nous dit-il, les mariages d'aujourd'hui se font à partir d'une excitation. L'excitation passe, de toute façon. Que restera-t-il ensuite ? » Qu'en pense Mme Lee ? Elle a passé toute sa jeunesse à préparer la repas, d'un extrême raffinement, que l'on prend, suivant l'usage, assis par terre. Son sourire, au milieu d'un visage d'une grande fraîcheur, ne dément pas le propos du compagnon de sa vie.

« Société ouverte »

A la différence de tant de ses compatriotes, M. Lee s'abstient de porter des jugements sommaires sur la Corée du Nord. « Il n'est pas douteux, nous dit-il par exemple, qu'en choisissant le repli sur soi, le collec-

tivisme et le culte de la personnalité, elle s'inscrit dans une certaine continuité nationale, dynastique. Mais les courants profonds de notre époque vont dans le sens opposé, celui d'une large circulation des hommes, des idées, des biens. C'est pourquoi nous avons, quant à nous, décidé d'être une société ouverte. »

« Société ouverte ». On entend la formule du matin au soir, surtout lorsqu'on a été soi-même au Nord. « Ici, vous le voyez bien, nous répète-t-on, personne n'est derrière nous pour vous empêcher d'aller voir ceci ou cela. Les journaux critiquent le gouvernement. Des débats passionnés ont lieu au Parlement. Vous pouvez écouter les radios étrangères, lire la presse internationale. »

Tout cela est vrai : le régime est passablement éloigné de l'image caricaturale qu'en donne Pyongyang et personne ne se cache pour le critiquer. Mais la Corée du Sud n'est pas pour autant un pays libre et il faut pas mal d'audace à ses dirigeants pour comparer ses institutions à celles de la V^e République. L'article 16 de la Constitution de 1958, auquel ils se réfèrent, donne bien, en cas de crise, des pouvoirs extraordinaires au chef de l'Etat. Entre cette disposition d'un usage tout à fait exceptionnel et le décret d'urgence n° 8, pris après la chute de Saïgon et de Phnom-Penh, qui interdit, sous peine d'un an de prison au moins, « toute distorsion des faits », toute critique de la Constitution et même de ce décret, il y a tout de même une grosse marge ! C'est ce texte qui a notamment permis d'envoyer en prison, avec quatorze autres personnalités, l'ancien président de la République Yun Po-sun, le leader de l'opposition Kim Dae-jong, dont le kidnapping à Tokyo, en 1973, avait fait scandale, et qui, à Séoul même, avait obtenu plus de voix aux dernières élections que le chef de l'Etat. Il faut savoir que le Times, de Londres, les décrit l'un et l'autre comme des « démocrates conservateurs », tout aussi anticommunistes que le président Park.

Inutile de dire que tout le monde s'agitote lorsqu'on pose la question ingénu de savoir si l'opposition a la moindre chance de gagner les élections de l'an prochain. Porté au pouvoir par un coup d'Etat, en 1961, le général Park est bien déterminé à garder la barre. Il désigne lui-même un tiers des députés. Non seulement le parti communiste est interdit, mais le seul mot de socialisme est chargé de tous les soupçons. Les visas pour l'étranger ne sont accordés qu'à des éléments sûrs et convenablement endoctrinés au préalable. Les Eglises chrétiennes se voient fermement invitées à ne pas se mêler de ce qui ne les regarde pas, comme par exemple la condition ouvrière, et plusieurs ecclésiastiques, dont un évêque, sont actuellement détenus.

Deux quotidiens, dont un en anglais, et une chaîne de radiotélévision sont directement aux mains de l'Etat. Tous les autres médias pratiquent l'autocensure, de peur de connaître le sort du *Dongang Il-bo*, dont tous les journalistes furent licenciés en 1976.

Tel confrère digne de foi nous a présenté comme un grand progrès le fait que la K.C.I.A., la C.I.A. coréenne, organise tentaculaire longtemps tout-puissant, ne leur donne plus directement d'instructions. Les besoins de la défense nationale fournissent un bon prétexte à un encadrement grandissant de la population, notamment universitaire et scolaire, par les militaires. On a créé d'abord dans les villages, puis dans les villes, un « mouvement des communautés nouvelles », le *Semaui*, institution coopérative dont l'efficacité économique et

sociale n'est pas douteuse, mais qui facilite aussi le contrôle du bon esprit des populations : une publication officielle indique que l'an dernier chaque famille coréenne lui a consacré huit jours de son temps. Et c'est le président Park en personne qui en a composé l'hymne.

Les dirigeants de Séoul seraient-ils jaloux de ceux de Pyongyang ? A la doctrine du *Djoutché*, qui résume l'idéologie de la Corée du Nord, et qui consiste à ne compter que sur ses propres forces, répond au Sud celle du *Yushin*, autrement dit des « réformes revitalisantes », adoptée par référendum il y a cinq ans et qui s'articule en trois idées principales : « anticommunisme, épuration de la société, réactivation de l'industrie ». Les grandes dates de la vie nationale sont l'occasion de rassemblements de masses au cours desquels opèrent, comme au Nord, encore qu'avec moins de savoir-faire, des milliers de jeunes porteurs de panneaux composant des tableaux changeants. Le 1^{er} octobre, l'un de ses tableaux représentait le président Park Chung-hee lui-même. En comparaison de ce qui se passe de l'autre côté du 38^e parallèle, on hésite évidemment à parler de culte de la personnalité à propos d'un homme dont la photographie n'est pas sensiblement plus répandue dans les lieux publics qu'en France celle de M. Giscard d'Estaing. Le fait est tout de même qu'on le voit de plus en plus souvent en première page des journaux et qu'on nous montre fréquemment ses calligraphies, comme en Chine celles de Mao, à l'entrée des usines. Au grand parc des enfants de Séoul, autre réplique de Pyongyang, mais située celle-ci bien en dehors de la ville, on peut lire une inscription qui, au nom près, ne dépareillerait pas les monuments de la Corée socialiste : « Chaque fois qu'ils visiteront ce parc, nos enfants seront reconnaissants envers le président et Mme Park Chung-hee et renforceront leur détermination de vivre selon leurs idéaux estimés... » Quoi d'étonnant à ce qu'on entende tant de gens exprimer la crainte que le régime n'en vienne, dans son horreur du système du Nord, à imiter de plus en plus ses structures totalitaires. Ce qui serait d'autant plus absurde que personne, au Sud, ne paraît beaucoup séduit, jusqu'à plus ample informé, par l'enseignement et les méthodes du « grand leader ».

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

UN GRAND BOND EN AVANT

Chine

EN DÉPIT DES DIVERGENCES AVEC M. TENG HSIAO-PING

Le maire de Pékin a été réélu après des débats très animés

De notre correspondant

PÉKIN. — Les résultats du septième congrès du peuple de la municipalité de Pékin, qui s'est tenu du 24 novembre au 3 décembre, ont enfin été rendus publics ce jeudi 15 décembre en même temps que la composition du nouveau comité révolutionnaire de la capitale.

Cette nouvelle composition témoigne d'une remarquable stabilité, compte tenu des événements qui ont secoué la vie politique pékinoise depuis deux ans et du rôle qu'y ont joué quelques-uns des dirigeants de la ville. Non seulement M. Wu Teh reste maire de Pékin avec son titre de président du comité révolutionnaire, mais six des huit vice-présidents sortants qui étaient encore en fonctions à l'automne conservent leurs postes. A deux exceptions près, ne sont éliminés que des personnages qui avaient été écartés depuis longtemps (parfois depuis les lendemains de la révolution culturelle), qui étaient tombés en octobre 1976, en même temps que la « bande des quatre », dont ils sont accusés d'être les complices directs ou qui ont été mutés à d'autres postes en province. Une dizaine de nouveaux vice-présidents, la plupart peu connus, ont, en revanche, été élus.

La réélection de M. Wu Teh et celle de la plupart de ses collaborateurs sont autant plus remarquables que le maire de la capitale avait fait récemment l'objet de critiques sévères. Celles-ci portaient, on en a aujourd'hui la certitude, non seulement sur son rôle lors de la répression des incidents de la place Tian-An-men le 5 avril 1976, mais au moins autant sur le fait que, lors d'un discours prononcé au mois de mars dernier, il avait insisté sur la nécessité de poursuivre « la critique contre M. Teng Hsiao-ping » tout en développant la campagne de dénonciation de la « bande des quatre ». Qu'il ait, malgré tout, conservé son poste de maire de la capitale — comme il avait gardé en août, lors du onzième congrès du parti, son siège au bureau politique, — fait penser que M. Wu Teh bénéficie du soutien de puissants alliés qui ne sont pas nécessairement ceux de M. Teng Hsiao-ping.

Le compte rendu des débats du congrès pékinois laisse d'ailleurs entendre que la session a été animée. Il y est en effet question « d'opinions complètement exprimées », de « recherche de la vérité dans les faits » et de la manifestation « d'un esprit révolutionnaire de critique et d'autocritique ». Plus précisément, il est indiqué que rapports et discours ont présenté « une analyse concrète,

du point de vue selon lequel un sa division en deux, du travail du comité révolutionnaire ». Ce qui, en bon langage politique chinois, est une manière de dire que ce travail aurait pu être jugé « tout mauvais » mais que, sans oser pour le « tout bon », le congrès a préféré nuancer son jugement.

Le rôle de M. Hua Kuo-feng

Ces réserves n'ont pas empêché M. Wu Teh, dans son rapport, d'insister longuement sur les résultats positifs obtenus par la municipalité pendant la décennie écoulée, c'est-à-dire « depuis la grande révolution culturelle ». Cette référence historique est importante car elle s'oppose à un thème de plus en plus apparent dans la presse chinoise, qui tend à présenter comme négative l'expérience des dix dernières années au cours de laquelle s'est exercée l'influence des dirigeants aujourd'hui déchus. Certes, M. Wu Teh a condamné les « crimes abominables » de la « bande des quatre » et même « la persécution honteuse, dans l'histoire », dont fut victime M. Teng Hsiao-ping.

Mais il a hautement affirmé que la municipalité pékinoise avait fidèlement « suivi la pensée révolutionnaire et la ligne révolutionnaire du président Mao ». C'est grâce à elle que, « depuis le mois d'avril 1967 » (date de la fondation du comité révolutionnaire de la capitale), Pékin « s'est transformé en une base industrielle relativement complète », que la construction urbaine a progressé à grande vitesse, que le niveau de vie de la population s'est amélioré [...]. Sur certains points, M. Wu Teh prend même le contrepied de la propagande dominante à l'heure actuelle, par exemple lorsqu'il souligne la qualité et l'utilité du travail accompli pendant ces dix années aujourd'hui déglacées par les intellectuels et les scientifiques de la capitale.

Il est sans doute significatif, dans ce contexte, que le congrès du peuple de Pékin ait désigné M. Hua Kuo-feng parmi ses députés à l'Assemblée nationale populaire, qui doit se réunir au début de l'année prochaine. Les onze cent quatre-vingt-quatre députés au congrès ont d'ailleurs été reçus le 5 décembre par le président du parti. La presse ne mentionne la présence, à cette occasion, d'aucun autre haut dirigeant du régime.

ALAIN JACOB.

Exposition-vente

TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, possédant tous leur certificat d'expertise garantissant l'origine.

vendus aux particuliers

qui bénéficient à l'occasion des fêtes d'une remise de caisse de **20 %** jusqu'au 21 janvier 1978

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toulde), place République
Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-09-00.

Pour vos achats de fin d'année :

les Samaritaine

VÉLIZY 2 • ROSNY 2 • CERGY

seront ouvertes

Dimanche 18 Décembre

Rosny 2, Cergy : de 10 h à 19 h
Vélizy 2 : de 11 h à 19 h.

Un choix extraordinaire de jouets et de cadeaux

PARKING GRATUIT



Super Cagnotte des Étrennes

? F

Tirage le 21 décembre

LO 29

Noël

en
FOURRURE

AUX
FOURRURES
DU NORD

DES MILLIERS DE MANTEAUX

réalisés dans les plus belles pelletteries du monde, avec label d'origine : (vison Black Diamond, Blackglama, Emba, Saga, Majestic, Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwantz, Astrakan Swakara, Castor, Ragondin, Marmotte, Rat d'Amérique, Murrel, Opossum, Mouton doré, Agneau Toscane, etc...).

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX

Hamster	3150f	Ragondin	4750f
Queue de Vison	5850f	Lapin naturel	1550f
Patte de Renard	3950f	Lapin Nankin	1250f
Rat d'Amérique	4650f	Patte de Chevrete	1850f
Opossum	3850f		
Mouton doré	2150f		
Murrel	3450f		
Patte d'Astrakan	1950f		
Astrakan russe pleines peaux	4650f		
Astrakan Swakara	5850f		
Patchwork Ragondin	2150f		
Patte de kalgan	1950f		

VESTES

Lapin	780f
Renard Australie	5750f
Marmotte	4750f
Patchwork Renard	2250f
Agneau Toscane	1850f
Lapin naturel	1050f

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX

Vison Blackglama - Pearl	18750f	Vison Pastel	10750f
Vison Koh-i-Noor	12850f	Vison Dark	8750f

COLLECTION HAUTE FOURRURE

MANTEAUX

Zibeline	115000f	Vison Black Diamond	32500f
Zibeline	75000f	Vison Blackglama	26750f
Chinchilla	47500f	Vison Lunaraine col Zibeline	38500f
Vison Black Diamond	53000f	Vison Emba	28500f

MANTEAUX LONGS ET CAPES DU SOIR

MANTEAUX		CAPES	
Vison Blanc	45000f	Astrakan Breitschwantz, marron	28750f
Vison Koh-i-Noor	54500f	Astrakan Breitschwantz, et Vison Blanc	32750f
Vison Lunaraine et vison blanc	27850f		
Vison Blackglama	45000f		
Chinchilla	65000f		

- Service après vente
- Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
- Les plus larges facilités de paiement

115,117,119, rue La Fayette PARIS 10^e 100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e

PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE
Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche



Super
Cagnon
des Etrennes

? F

Toujours le 21 décembre

Le Monde

politique

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Budget de 1978 : le prélèvement sur le Loto dégradera 30 millions pour le sport

Le jeudi 15 décembre, l'Assemblée nationale a examiné les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (senateurs et députés) sur les dispositions relatives au budget de 1978.

M. PAPON (R.P.R.), rapporteur, présente les conclusions de la C.M.P. :

« Pour l'impôt sur le revenu, le Sénat avait proposé de limiter les effets du quotient familial. La commission ne l'a pas suivi. L'Assemblée a voté une réduction de 10 % dans la limite d'un plafond de 5 000 francs. Le Sénat avait proposé que ce plafond serait ramené chaque année dans la même proportion

que la première tranche du revenu. La commission s'est ralliée à cette initiative. En revanche, elle a repoussé la disposition relative à la déduction des intérêts des emprunts à long terme. Elle n'a pas retenu la proposition du Sénat d'abaisser de 20 % le taux de la T.V.A. aux opérations de crédit-bail portant sur les locations de voitures pour une longue durée et de majorer les droits de timbres et taxes assimilées. Comme l'Assemblée, elle a limité à 180 000 francs les rémunérations des dirigeants des sociétés de gestion agréées, les bénéfices passibles d'un abattement de 20 %, ni la

possibilité donnée à ces centres de tenir et de présenter la comptabilité de leurs adhérents dont le chiffre d'affaires n'excéderait pas les limites du forfait. En revanche, elle a suivi le Sénat en acceptant la franchise et la déduction des intérêts des emprunts à long terme. Elle a également décidé d'accroître les dépenses de crédit-bail portant sur les locations de voitures pour une longue durée et de majorer les droits de timbres et taxes assimilées. Comme l'Assemblée, elle a limité à 180 000 francs les rémunérations des dirigeants des sociétés de gestion agréées, les bénéfices passibles d'un abattement de 20 %, ni la

possibilité donnée à ces centres de tenir et de présenter la comptabilité de leurs adhérents dont le chiffre d'affaires n'excéderait pas les limites du forfait. En revanche, elle a suivi le Sénat en acceptant la franchise et la déduction des intérêts des emprunts à long terme. Elle a également décidé d'accroître les dépenses de crédit-bail portant sur les locations de voitures pour une longue durée et de majorer les droits de timbres et taxes assimilées. Comme l'Assemblée, elle a limité à 180 000 francs les rémunérations des dirigeants des sociétés de gestion agréées, les bénéfices passibles d'un abattement de 20 %, ni la

La commission a accordé certains avantages aux entreprises nouvelles, mis à la charge des institutions financières, une contribution exceptionnelle, et permis aux établissements défectueux en 1978 de reporter d'un an la part du déficit résultant de cette contribution. Pour ce qui concerne les droits de succession et de donation en ligne directe et entre époux, elle n'a ni porté l'abattement de 175 000 à 220 000 francs, ni fixé un taux d'imposition de 25 % au-delà de 300 000 francs. Elle a retenu, en revanche, l'abattement de 15 000 francs sur les plus-values immobilières pour les opérations réalisées à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique et son extension aux cessions à titre onéreux aux collectivités locales d'une déclaration d'utilité publique. Pour ce qui est des ressources complémentaires pour le développement du sport de haut niveau, elle a suivi le Sénat qui avait décidé que le Fonds national d'aide au sport de haut niveau serait habilité à aider les clubs sportifs à acquérir des équipements et à développer des actions d'animation et qu'il pourrait recevoir des ressources extra-

budgétaires. Un prélèvement progressif sur les rapports du Loto avait été institué à cet effet. La commission a entériné la majoration de 15 % des ventes viagères constituées avant le 1^{er} août 1974. Le plafond au-delà duquel les arrondissements de ventes viagères sont imposés est porté de 22 000 à 25 000 francs.

Pour ce qui est de la répartition du produit de la redondance sur les récepteurs de télévision, elle a retenu l'affectation de 20,8 millions pour la protection des installations. En revanche, elle n'a abouti à aucun accord en ce qui concerne le blocage de la répartition du V.R.T.S. En matière de réévaluation des immobilisations amortissables, elle a autorisé l'imputation des déficits reportables sur les plus-values de réévaluation et décidé que les plus-values déduites à l'occasion d'une réévaluation libre pourraient être incorporées au capital dans les mêmes conditions que celles qui seront déduites à l'occasion d'une réévaluation légale.

Puis elle a adopté les articles simplifiés aux taxes sur le chiffre d'affaires en cas d'arrêt de l'exercice en cours d'année ; — La réévaluation foncière ; — L'exonération des organismes d'I.L.M. de la taxe départementale sur les espaces verts ; — L'exonération des services départementaux de lutte contre l'incendie de la taxe sur les salaires.

La commission n'a pas retenu l'article qui prévoyait le report sur l'exercice suivant des excédents de recettes des établissements publics régionaux, pas plus que celui qui prévoyait certaines conditions la création de boulangeries ou de dépôts de pain.

M. BOULLOCHE (P.S.) : voter ce budget c'est approuver le plan Barre

M. BOULLOCHE, ministre délégué à l'économie et aux finances, indique que le gouvernement accepte les conclusions de la C.M.P. à deux exceptions près : il a proposé d'augmenter le taux de la T.V.A. de 10 % sur les produits de luxe, mais pas sur les produits de première nécessité ; enfin il propose un amendement concernant les centres de gestion.

Dans la discussion générale, M. BOULLOCHE (P.S.) estime dangereux de financer le sport par le produit d'un jeu de hasard et non par sur le budget de l'Etat. Il juge fâcheux d'envisager de nouveau le blocage de la révolution du V.R.T.S. Il conclut : « Voter ce budget, c'est approuver le plan Barre. On ne peut pas se contenter de la langue et se répandre dans le pays en préconisant une autre politique. Nous, nous préconisons une politique de réformes sélectives par le consommateur. Il confirme le vote hostile de son groupe.

M. PARTRAT (réf.) regrette que le projet de loi ne contienne pas le projet de loi relatif aux droits de succession, ainsi qu'il a été promis par le gouvernement.

M. BOUDET (réf.) déplore, quant à lui, le rejet de son amendement qui accordait une franchise fiscale portant sur un maximum de 1 000 degrés d'alcool à tous les récoltants de fruits et producteurs d'eau de vie naturelle.

M. CLAUDIUS-REITZ (réf.) se félicite que le gouvernement ait décidé de ne pas aller de façon trop étroite le sport au jeu, mais regrette qu'il ait renoncé à le séparer totalement.

Sont ensuite adoptés les amendements du gouvernement :

1) Les centres de gestion agréés : s'ils adhèrent à ces centres, les petites entreprises et artisans bénéficieront d'un abattement de 20 %. Le chiffre d'affaires en deçà duquel les artisans et commerçants pourront entrer dans les centres est porté de 500 000 francs. Les experts qui travaillent dans ces centres devront recevoir l'agrément de l'ordre des experts-comptables. Cet amendement est combattu par MM. RIVES et DEHAÏNE (R.P.R.). Le ministre affirme qu'il n'est pas question de porter atteinte aux intérêts des experts-comptables.

2) Suppression de l'article instituant un prélèvement sur le Loto. Ce prélèvement est ramené à un taux de 1,5 %, ce qui procurera 30 millions de francs qui seront inscrits au budget de la jeunesse

Les socialistes tentent d'arrêter l'examen de la proposition de loi sur l'aide à l'enseignement agricole privé

Jendredi soir, sous la présidence de M^{me} FRITSCH (réf.), l'Assemblée examine la proposition de loi de M. GUERMEUR (R.P.R.) relative à l'enseignement agricole privé. Ce texte, s'inspirant en certains points de la loi Debré du 31 décembre 1959, tend à reconnaître pour la première fois les maisons familiales rurales dont l'existence serait ainsi consacrée de manière législative.

Il définit aussi le rôle et l'importance des organisations représentatives de l'enseignement agricole privé qui seraient habilitées à passer avec le ministre de l'Agriculture des conventions prévoyant les conditions particulières d'application des nouvelles dispositions. La proposition tend à instaurer un régime nouveau d'agrément qui viendrait s'ajouter à la reconnaissance prévue par la loi du 2 août 1960 et soumettrait de la même façon les établissements qui le contracteraient au contrôle de l'Etat. L'octroi de l'agrément impliquerait l'attribution d'une aide financière de l'Etat sous la forme d'une allocation forfaitaire globale par établissement, calculée à partir du coût moyen pour l'Etat de l'enseignement agricole public.

M. GUERMEUR (R.P.R., Haut-Rhin), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, indique qu'à la rentrée de 1978 l'enseignement agricole privé comprendrait soixante-quatre mille huit cent cinquante-cinq élèves, soit 60 % de l'ensemble des effectifs de l'enseignement agricole ; sur les mille deux cent cinquante-cinq établissements d'enseignement agricole, secondaire ou supérieur, neuf cent vingt relèvent du domaine privé ; sur les trente-trois établissements supérieurs, huit relèvent de ce domaine.

M. MEHAÏGNERIE, ministre de l'agriculture, estime que la proposition de loi a répondu aux exigences d'une nouvelle étape de justice par rapport à la loi de 1960.

Il rappelle que l'aide de l'Etat à l'enseignement agricole privé s'est élevée à 199 millions de francs en 1977 et qu'elle doit augmenter de 16 % en 1978.

Il indique que le principe de la solidarité entre l'enseignement privé et l'enseignement public doit être modulé en fonction de la qualification des personnels de l'enseignement privé, des conditions de fonctionnement de ces établissements et des charges auxquelles ils ont à faire face.

En définitive, dit-il, pour toutes les formations de nature technique, l'enseignement privé est aidé de l'Etat, ce qui est en fait une aide de l'Etat égale au coût de ces formations dans l'enseignement public, corrigée des conditions de fonctionnement de ces établissements.

M. DUROUZE (P.S., Landes) défend la question préalable opposée par M. MEHAÏGNERIE (P.S., Landes). Il estime nécessaire une consultation des organisations représentatives du monde

agricole et la publication, par le ministre de l'Agriculture, de la carte scolaire agricole, avant d'aborder la question de l'aide publique à l'enseignement agricole privé. M. CAILLAUD (R.P., Vendée) conteste le bien-fondé de ces préalables.

M. MEHAÏGNERIE s'oppose également à la question préalable. Le scrutin public est demandé par les groupes R.P.R. et P.R. La question préalable est repoussée par 281 voix contre 179 sur 460 suffrages exprimés et 485 votants.

Dans la discussion générale, M. GUERMEUR (R.P.R., Finistère) critique les positions défendues par M. Mehaïgnier, délégué du P.S. aux questions d'éducation, et M. Mittuand, premier secrétaire du P.S., député, et déclare : « Au principe général : à école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés, nous opposons le principe : à service public, égal, aide publique égale. L'auteur de la proposition de loi souligne l'urgence d'une aide publique en faveur des établissements d'enseignement agricole privé, qui connaissent de nombreuses difficultés et dont les personnels sont nettement moins rémunérés que ceux de l'enseignement public.

M. DENIS (P.R., Mayenne) expose les raisons financières qui motivent la proposition : les résultats qu'a donnés l'application des conventions sont insuffisants pour assurer le service de l'enseignement agricole privé. M. BOURVARD (réf., Morbihan) estime, lui aussi, que le système d'aide de l'Etat fixé par la loi de 1960 est insuffisant. Il souligne que la proposition de loi a le mérite de donner un caractère juridique à l'enseignement agricole privé. M. DUTARD (P.C., Dordogne) affirme que le vrai problème n'est la mesure de l'enseignement agricole public, qui est directement à votre charge et que vous êtes en train de brader. Il rappelle que 50 % du personnel enseignant de ces établissements sont constitués par des non-titulaires. M. MAUJOUAN DU GASSAT (P.R., Loire-Atl.) rend hommage à son tour à la qualité de l'enseignement agricole privé.

M. DELBECQ (P.S., Pas-de-Calais) déclare : « Je crains que le pluralisme qui nous est proposé ne soit que le pluralisme des endoctrinements. Les droits de l'enfant existent aussi. Il estime que les difficultés financières que connaissent les établissements d'enseignement privé ne sont pas dues à l'absence d'aide publique, mais aux charges qu'ils ont à supporter du fait de l'insuffisance des moyens des établissements publics.

La discussion générale étant close, M. DUROUZE estime que cette proposition de loi peut tomber sous le coup de l'irrecevabilité financière dans la mesure où elle accorde des charges publiques. La séance est suspendue pour permettre la réunion du bureau de la commission des finances, qui a autorisé en cette matière. Cette réunion étant impossible à cause de l'heure tardive, la suite du débat est renvoyée à vendredi. La séance est levée à 2 heures.

P. J.

AU SÉNAT La réforme des collectivités locales : refus d'un débat précipité

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a présenté jeudi 15 décembre au Sénat les conclusions du rapport de M. Jacques Aubert, président de la commission des communes de France.

Ce rapport, qui fait la synthèse des réponses de maires à questionnaires qui ont été adressés en juillet dernier ne constitue pas, a notamment dit le ministre, « un projet gouvernemental au sujet de la lettre ». Il manifeste seulement la volonté de tenir compte de l'opinion des principaux intéressés avant de s'engager sur la voie d'une réforme « aussi délicate que fondamentale ».

Déposant les « constatations » de cette « photographie », M. Bonnet signale « le refus quasi unanime de tout regroupement autoritaire des communes, une certaine satisfaction aussi vis-à-vis des

formules diverses qui leur permettent de s'associer librement ». Il souligne la volonté de la majorité d'atteindre plutôt à celle des services techniques qu'à la tutelle plus générale exercée par l'administration préfectorale, davantage rassurée comme un conseil (sans volonté) que comme une contrainte.

M. BECAM, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a souligné, de son côté, les « points forts » du rapport.

Le Sénat ayant décidé de ne pas engager de débat sur un rapport qui n'avait pas encore eu la possibilité d'être étudié, un seul orateur (c'est le règlement) intervient pour répondre au gouvernement. M. ROCHER (P.C., Val-de-Marne), qui dénonce une « manifestation électoraliste » et déclare que son groupe se refuse à cautionner un rapport qui renferme « de telles platitudes ».

Les maires posent en préalable la question du régime financier

16 229 maires, soit 44 % environ, ont répondu au questionnaire du gouvernement sur les projets de réforme des collectivités locales. Les départements qui ont fourni le plus de réponses sont ceux de la Réunion (98 % des maires), la Mayenne (95 %), l'Aube (78 %), la Gironde (73 %), les Alpes-Maritimes et la Seine-et-Marne (71 %), le Bas-Rhin, la Moselle, le Jura (69 %).

Les pourcentages les plus faibles ont été obtenus dans l'Aude (7 %), en Guyane (10 %), en Seine-Saint-Denis (10 %), Haute-Vienne (15 %), dans le Puy-de-Dôme (16 %) et le Lot-et-Garonne (19 %). Tous les départements ont répondu à l'exception de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le taux de réponse le plus fort étant celui des petites communes (46,16 %).

Le rapport de synthèse établi par la commission qui préside M. Jacques Aubert, conseiller d'Etat, indique que « les maires se réclament de l'opposition de gauche ont répondu dans des proportions moindres que leurs collègues (de la majorité), mais assez proches de leur poids relatif au niveau national ».

Il apparaît ainsi, selon l'échantillon de 3 039 communes constituées par la SOFRES afin de servir de base à la commission, qu'ont répondu 40,9 % des maires « modérés favorables à la majorité », 13,9 % des élus « divers gauche », 12,2 % des socialistes et radicaux de gauche, 11,9 % des centristes, 8,9 % des maires appartenant au R.P.R., 6,8 % de ceux se réclamant du P.R. et 3,6 % des maires communistes d'extrême gauche.

L'analyse des réponses fait ressortir que les maires, dans leur majorité, se montrent réservés à l'idée d'une réforme globale, car ils craignent qu'elle ne conduise à différer les mesures les plus urgentes et « n'implique une réforme générale de la carte communale ». Les maires des grandes villes adhèrent plus facilement à cette idée, mais en souhaitant une application graduelle. A l'unanimité, les élus soulignent que les pouvoirs publics doivent procéder, au préalable, à une révision du régime financier des collectivités locales. Ils demandent en priorité le remboursement intégral de la T.V.A. qu'ils acquittent, la substitution d'une subvention globale aux actuelles subventions spécifiques et la libéralisation du régime des prêts.

Les communes revendiquent égale-

ment la plus large autonomie, sans remettre en cause le rôle de l'Etat dans les grands intérêts nationaux. Les maires souhaitent surtout que les administrations et les organismes nationaux se montrent « plus respectueux de la diversité des communes et de la personnalité de chacune d'elles ». Ils demandent notamment, en matière d'urbanisme, de pouvoir aménager librement leur propre territoire.

En conclusion, la commission souligne que « la démarche des maires révèle la distance qui sépare leur pensée de celle des administrations ».

Le conseil des ministres décidera prochainement des suites que le gouvernement donnera à ce rapport. Au ministère de l'Intérieur, on indique que la proximité des élections législatives et la fin de la session parlementaire paraissent exclure que des décisions importantes puissent être prises avant le printemps.

AMÉLIORATION DE LA LÉGISLATION FAMILIALE DANS LES DOM

Le Sénat a adopté, jeudi 15 décembre, le projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer. Ce projet, dont le rapporteur était M. DAGONIA (P.S., Guadeloupe), contribuera, a-t-il estimé, à harmoniser la législation familiale entre la métropole et les DOM, mais demeure exclus du bénéfice de la loi les chômeurs et les travailleurs indépendants. « Cela est difficilement acceptable », déclare le rapporteur, à l'heure de la généralisation de la Sécurité sociale.

Le Sénat, répond Mme Veil, ministre de la santé, seront entrepris bientôt en vue d'étendre aux travailleurs indépendants du commerce et de l'artisanat, ainsi qu'aux membres des professions libérales, en 1978, le régime des prestations familiales actuellement en vigueur. Il est clair que le paiement régulier et préalable des cotisations figurera au titre de ces conditions. Cette extension concernera plus de vingt mille familles. Nous consulterons les conseils généraux pour le décret sur les travailleurs indépendants.

Le Sénat a voulu préciser, dans un amendement, les points essentiels que le décret d'application devra régler. Il a ensuite voté un projet de loi instituant dans les DOM des allocations pré-natales et post-natales.

La fiscalité des périodiques politiques

Jendredi 15 décembre, sous la présidence de M. NUNGESER (R.P.R.), l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques.

M. VIVIEN (R.P.R.), rapporteur de la commission des finances, rappelle que l'an dernier, lors de l'examen de la réforme du statut fiscal de la presse, il avait insisté sur la nécessité de régler la situation des périodiques politiques. Ceux-ci, en effet, devaient à être soumis au même taux d'imposition de la T.V.A. que les quotidiens, dont ils se rapprochent beaucoup en raison du type d'informations qu'ils diffusent.

Rappelons que, en application de la loi de décembre 1976, les quotidiens bénéficient d'un taux de T.V.A. de 2,1 %. Les autres périodiques, à l'exception des revues, conservent le régime d'exonération ou opter pour un taux de 4 %, mais, à partir de 1982, leurs ventes seront soumises au taux réduit de 7 %.

Le texte en discussion, indique M. Vivien, est un peu plus restrictif que les propositions de la profession. Pour bénéficier de l'assimilation fiscale aux quotidiens, les périodiques devront être au moins hebdomadaires, avoir une diffusion et une audience nationale et consacrer à l'information politique plus du tiers de leur surface rédactionnelle. Ils

devront avoir présenté ces caractéristiques depuis plus d'un an.

La liste des bénéficiaires sera établie par le premier ministre, sur proposition d'une commission composée de trois hauts magistrats. Cette commission vérifiera chaque année que les publications bénéficiaires continuent de remplir les conditions nécessaires. Les périodiques intéressés pourront, s'ils le souhaitent, rester exonérés jusqu'en 1981 et ne poser leur candidature à l'assimilation qu'à partir de cette date.

Dans sa forme actuelle, conclut M. Vivien, ce texte a recueilli l'accord unanime de la Fédération de la presse française. S'il est adopté, il sera appliqué à compter du 1^{er} janvier 1978 dans les corps de l'enseignement public des personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. A cet effet, le projet de loi de finances pour 1978 autorise le ministre de l'éducation à réaffecter mille huit cents agents. Au cours de la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements (7).

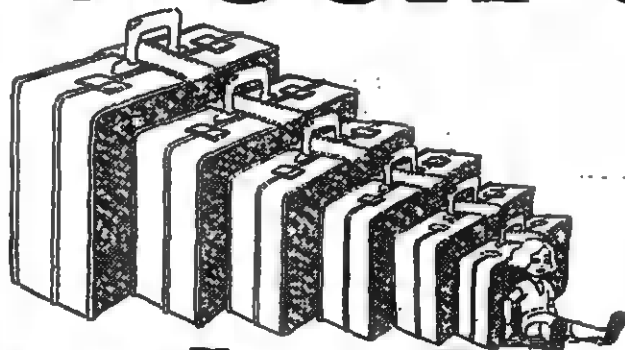
Un projet de loi relatif à l'intégration (à compter du 1^{er} janvier 1978) dans les corps de l'enseignement public des personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. A cet effet, le projet de loi de finances pour 1978 autorise le ministre de l'éducation à réaffecter mille huit cents agents. Au cours de la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements (7).

Textes divers

Un projet de loi relatif à l'intégration (à compter du 1^{er} janvier 1978) dans les corps de l'enseignement public des personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. A cet effet, le projet de loi de finances pour 1978 autorise le ministre de l'éducation à réaffecter mille huit cents agents. Au cours de la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements (7).

Un projet de loi relatif à l'intégration (à compter du 1^{er} janvier 1978) dans les corps de l'enseignement public des personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés. A cet effet, le projet de loi de finances pour 1978 autorise le ministre de l'éducation à réaffecter mille huit cents agents. Au cours de la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements (7).

**Bonne année,
bonnes vacances
d'hiver,
bonnes pâques,
bonnes vacances
d'été,
bons week-ends**



à toute la famille!

Forfait Famille Annuel Europ Assistance

En 1978, entre les congés scolaires des enfants, les week-ends et les vacances, combien y aura-t-il de départs dans votre famille ? 10, 20 ou plus ?

Alors, prenez un Forfait Famille Annuel d'Europ Assistance.

C'est plus pratique : on s'abonne une fois pour toutes et pour 12 mois.

Le Forfait Famille Annuel couvre parents, enfants de moins de 21 ans, voiture et caravane, pendant toute l'année, pour tous les déplacements en France, au-delà de 40 km du domicile.

Que vous partiez ensemble ou séparément, quel que soit votre moyen de

transport, ou le sport pratiqué, quoiqu'il vous arrive en France, accident, maladie, panne ou tout autre ennui, vous êtes protégés par le Forfait Famille Annuel d'Europ Assistance.

Et puis, il est économique : 380 F, à peine plus d'un franc par jour pour protéger votre famille pendant 12 mois.

Forfait Famille Annuel d'Europ Assistance : Bonne et Heureuse Année 78.

Vous trouverez le Forfait Famille Annuel France d'Europ Assistance dans les Banques, les Agences de voyages, chez les Assureurs et dans les Caisses d'Épargne Écureuil.

EUROP ASSISTANCE FORFAIT FAMILLE ANNUEL

Pour toute documentation complémentaire, retournez ce bon à Europ Assistance, 23-25, rue Chaptal - 75441 Paris Cedex 09.

Nom _____

Adresse _____

Nom et adresse de votre vendeur habituel
Europ Assistance (Banque, Agence de voyages,
Assureur ou Caisse d'Épargne Écureuil).

POLITIQUE

ÉGISLATIVES

Pour des candidatures communes

TROIS ORGANISATIONS D'EXTRÊME-GAUCHE TENDENT PUBLIC LEUR ACCORD

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.) et les Communistes pour l'antagonisme (C.A.) ont rendu public, le 15 décembre, la plate-forme à laquelle ils se sont entendus pour présenter des candidatures communes aux élections législatives dans environ deux cent cinquante circonscriptions (le Monde 9 décembre).

Les trois organisations, indiquées ci-dessus, ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

Les trois organisations (L.C.R., O.C.T., C.A.) ont décidé de présenter des candidatures communes (C.C.A.), seront appuyées par les comités de soutien à la gauche, les organisations de la gauche qui partagent la défiance de ces trois groupes à l'égard de ce que serait le gouvernement d'union de la gauche.

L'U.D.B. PRÉSENTE SON « PROGRAMME DÉMOCRATIQUE BRETON »

(De notre correspondant.)

Rennes. — L'Union démocratique bretonne (U.D.B.), parti autonomiste et socialiste, qui présentera dix-sept candidats aux élections législatives en Bretagne, a rendu public, mardi 13 décembre, un « programme démocratique breton » résolument situé dans la perspective d'une victoire de la gauche. En soixante-sept pages, l'U.D.B. propose : notamment une série de mesures visant à apporter des solutions aux problèmes de l'emploi.

Bien que reprenant des revendications et propositions déjà formulées en d'autres temps par les partis politiques de gauche, voire par le général de Gaulle, le chapitre consacré aux institutions ne manquera pas de susciter vives réactions. L'U.D.B. estime en effet que « dans la perspective du passage de la France au socialisme », un statut d'autonomie sera à « garantir au peuple breton » au « service complet de la démocratie ». (...) et « l'étape de la violence ».

« Ce statut », ajoute-t-elle, implique « la sélection au suffrage universel direct, à la proportionnelle, d'une assemblée bretonne souveraine, élisant elle-même son exécutif, qui aura autorité sur l'essentiel des services de l'État mes de l'emploi. — Y. K. »

APRÈS L'ARTICLE DE M. HERZOG

Une lettre de M. Gallus

M. Jacques Gallus, secrétaire de la commission économique du P.S., nous écrit au sujet de son article paru dans le Monde du 17-18 novembre et de la réaction qu'en a faite M. Philippe Herzog, membre du comité central du P.C.F., dans son article paru dans le Monde du 18 décembre.

Mon article ne portait pas le titre « Retour à la raison », mais lequel vous l'avez publié et laisse entendre de manière fort tendue et déplacée qu'il s'agit jusqu'à présent que d'un « retour à la raison ».

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Le contenu, et dans le sens de l'article, a été déséquilibré par plusieurs coupures portant notamment sur la nécessaire justification du programme commun pour répondre à la crise.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

Il ne s'agit pas de la nécessité de résoudre quelques problèmes fondamentaux de la révolution industrielle de la rentabilité des entreprises françaises, avant que le débat public se focalise sur quelques-unes de leurs subdivisions.

BIBLIOGRAPHIE

Quand M. Georges Marchais « parle franchement »

Il y a quatre ans, avec le *Défi démocratique*, M. Georges Marchais a publié son premier livre, un livre d'ouverture et de novation très caractéristique, en somme, de ce qu'était le parti communiste à l'époque.

Le nouveau livre que publie, cette semaine, le secrétaire général du P.C.F. constitue lui aussi un geste politique. Il exprime et il développe également avec la plus grande fidélité la ligne du parti communiste. Il s'intitule : *Parlons franchement*, et de fait, il ne manque guère ses mots. C'est un livre qui forme plus de portes qu'il n'en ouvre, et qui laisse à penser au premier coup d'œil que, si l'union est un combat, alors les coups sont permis.

En fait, les choses sont plus subtiles que cela. L'Union M. Georges Marchais, avec son tempérament et son sens personnel, n'y va pas par quatre chemins. *Parlons franchement* est une pièce maîtresse dans la campagne d'explication engagée par le P.C. Il vise donc d'abord l'efficacité.

Les deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

Parlons franchement, Grasset, 22 p., 25 F.

Mais, d'un autre côté, et avec des accents de sincérité, il poursuit ses critiques à l'égard de l'Union soviétique sans l'ombre d'une prudence nouvelle. Il lance quelques collides assassines à la C.F.D.T. et empêche au passage quelques formules heureuses du parti socialiste. Il tend la main plus largement que jamais aux intellectuels, aux paysans, aux gauchistes de la base, presque à la France entière, n'ayant de la même polémique de ceux qui se partagent aujourd'hui l'argent et le pouvoir. Il pense même la même volonté à l'égard de ceux qui s'opposent à la gauche.

Ces deux cent vingt-deux pages d'annonces certes pas un Noël pour ceux qui croient à l'union de la gauche. Mais il y affirme aussi une simplicité, une clarté, une franchise, qui ressemblent fort à quelque chose comme un langage paillard ou un langage moderne. Peut-être ceci explique-t-il cela.

ALAIN DUHAMIEL.

QU'EST-CE QUI EST LU CHAQUE JOUR PAR 2 753 000 PARISIENS ?

C'est Télé 7 Jours Spécial Paris.

Télé 7 Jours a près de 3 fois plus de lecteurs sur Paris que le plus grand quotidien parisien.



Vous nous connaissez bien. Sachez ce que nous faisons.

LE P.C.F. S'ADRESSE AUX JEUNES

Le bureau politique du P.C.F. et le bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France ont tenu, jeudi 15 décembre, une réunion commune. A l'issue de cette rencontre, M. Marchais a déclaré :

« Alors que la jeunesse devrait être un motif de bonheur, beaucoup connaissent le désespoir, le fond. Beaucoup en viennent à s'interroger sur le sens des études, du travail, et même sur le sens de l'existence. »

Le P.C.F. et les dirigeants des Jeunes Communistes ont arrêté une série de dispositions en vue d'associer le M.J.C. à la campagne électorale. Un questionnaire va être diffusé à deux millions d'exemplaires, permettant aux jeunes de s'adresser au secrétaire général du P.C.F. Les réponses seront publiées dans l'hebdomadaire *Avant-Garde*, avec un tirage analogue.

Des délégations de la C.G.T. et du M.R.G. se sont entretenues

Le Monde

Société

Les poursuites contre M. Chaslin et Geep-Industries

Les salaires du P.-D.G.

Comme il l'avait fait au cours des deux premières journées du procès de Geep-Industries (le Monde daté 10 et 11-12 décembre), M. Paul Chaslin, l'ancien président-directeur général de l'entreprise, a voulu montrer, à l'audience du 15 décembre, devant la onzième chambre du tribunal de Paris, qu'il ressemblait peu aux hommes que l'on rencontre dans les casinos ou sur les yachts. « C'est un homme, dira un témoin, que l'on voyait davantage sur les chantiers que dans les salons ». Pourtant, selon l'accusation, « il s'est fait attribuer irrégulièrement des rémunérations exorbitantes » : il a perçu, à titre de salaire, 651 000 F en 1969 et 480 000 F en 1970.

M. Chaslin veut à s'expliquer

sur sa gestion, sur « les véritables questions » : qui a tué Geep ? pourquoi et comment ? ; mais il supporte mal la mise en doute de son honnêteté personnelle. Le procès de Geep-Industries a fait place à celui de M. Chaslin lui-même. « Et pour accablant un homme, s'indigne M. P.-E. Bloch, son défenseur, on s'en tient à des détails, l'absence presque de sorcettes ».

« Querelle byzantine »

Examinant la question des activités civiles industrielles (S.C.I.) créées en marge de Geep, les débats se sont souvent enfilés, à fait

LE PARI PERDU

Le 15 mai 1977, la société Geep-Industries, le plus important constructeur industriel de France en même d'Europe, dissout, comme un palet, l'ancien un palet d'environ 100 millions de francs, dans la plus grande liquidation de l'histoire de la construction industrielle. Une société en gestion, d'ailleurs plus réduite, les poursuit pour avoir fait faillite, et une longue procédure de liquidation commence. En même temps, la fondation de Geep-Industries, M. Paul Chaslin, est inculpé de banqueroute et d'abus de confiance, motifs pour lesquels il se retrouve sur les bancs de la justice correctionnelle, à sa grande indignation, et au profond mépris de ses nombreux amis qui restent étonnés de la poursuite de ses poursuites.

Geep-Industries ? Qui était-il ? et où est, dans le bâtiment, au sein de nombreux autres poli-

tiques, universitaires, et même culturels, ne manquent pas cette grande aventure industrielle et son animateur, Paul Chaslin ? Mais son parcours, ce bureau d'études, cette aventure pour exploiter un procédé Pechiney-Saint-Gobain, n'ont pas été un planifier la construction industrielle, mais un moyen d'élaborer un projet de 33 millions de francs en 1963 et près de 400 millions de francs en 1970, employant plus de 100 personnes à plein temps et plus de quatre mille sur des chantiers. Par l'originalité de ses techniques, Geep-Industries avait fini par séduire la clientèle de l'habitat individuel, qui, à partir de 1968, lui avait permis de plus de cent cinquante C.E.S., fort bien réalisés, et dont l'impact économique au bout de six ans : on ne pouvait en dire toujours autant des autres entreprises de l'habitat individuel.

En juillet 1968, juste après les évé-

QU'EST-CE QUI TOUCHE LES PARISIENS AUTANT QUE LES PARISIENNES ?

C'est Télé 7 Jours Spécial Paris. Parmi les lecteurs parisiens de Télé 7 Jours, il y a 52,6 % de femmes.



Un manteau de vigogne ?

On ne peut se tromper. Cette incomparable sensation de légèreté et de chaleur, ce bien-être... on les doit à la toison soyeuse du lama des neiges éternelles : la vigogne

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir.

Nantir les marchés

Le fondamentalisme, Geep-Industries, depuis le départ d'une dramatique liquidation, fonde, par la suite, reprises, l'a amenée au bord de la faillite. Pour faire face à une expansion, Paul Chaslin a eu recours à une suspension de paiement, d'ailleurs, sur la trésorerie, après que les dettes arriérées de la société aient été déclarées en faillite. L'Etat ne pouvait le faire, réglementairement, car les dettes publiques de Geep-Industries, notamment à l'égard de la C.G.E., ne pouvaient être déclarées en faillite. Un projet de loi, la S.G.E. Un projet de loi, qui prévoit la mise en faillite financière de Geep-Industries, a été présenté par Paul Chaslin à la tête de la société, et la faveur des banquiers pour les dettes de la société, a été faite par Paul Chaslin, qui finit par...

Un emprunt à long terme

A la place, il obtient, fin 1970, un emprunt à long terme de 17 millions de francs sous forme d'obligations à long terme. Mais, sans doute, pas sans difficultés puisque, pour concéder ces emprunts, il faut demander les souscriptions aux banques. Les dernières acceptant un rajeunissement du découvert, une fois, deux fois, refusant le troisième. Mais alors la cessation de paiements, et la mise en faillite, ont commencé. En fait, le commencement de la fin. Les emprunts, qui avaient été bien accueillis, ont été mal accueillis, même l'aidé, les emprunts publics, notamment ceux de Chaban-Delmas, premier ministre d'alors, parmi mille su-

La demande d'installation en France de M. Cohn-Bendit

M. Daniel Cohn-Bendit, qui est toujours en France, le porte-parole du mouvement d'expulsion pris contre lui, a été par feu Christian Fouchet, ancien ministre de l'Intérieur, l'a fait savoir à maintes reprises. Il a même passé une dizaine de jours en France à la fin de 1976, et redemandé alors solennellement au ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Michel Ponlatowski, de l'autoriser à y rester (le Monde du 13 décembre 1976 et du 15-16 janvier 1977).

La lettre de son directeur de cabinet du 2 février 1976, dans laquelle la personne, par le tribunal administratif de Paris, au nom de M. Cohn-Bendit, M. Philippe Waquet, a expliqué que M. Cohn-Bendit était un travailleur (auquel un éditeur français a proposé un poste de directeur-adjoint) qui a le vif désir de rentrer en France, où il est né en 1945, et où il a passé plus de la moitié de sa vie.

Même si l'ordre d'expulsion de 1968 est définitif, M. Waquet, rien n'empêche la personne, qui en est l'objet d'en demander l'abrogation pour l'avenir. Puisque M. Cohn-Bendit ne représente plus aucune menace actuelle pour l'ordre public, pourquoi lui refuser de revenir en France ? Pour

le feu au

FAITS ET JUGEMENTS

M. Gilbert Zemmour diffamé dans « Dossier M... » comme Milieu.

La dixième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Serre, s'est prononcée, jeudi 15 décembre, sur les faits de diffamation et de dénigrement commis par M. Gilbert Zemmour, qui demandait 250 000 F. Dans la première de ces instances, le tribunal a débouté le requérant en déclarant que sa citation est nulle, comme ne précisant pas en quelle qualité il a introduit son action. En revanche, MM. Moreau et Sarrasin ont été condamnés à 600 F d'amende pour diffamation et complicité de diffamation envers M. Zemmour, qui obtient 600 F de dommages et intérêts, outre par M. Gilbert Zemmour, qui demandait 250 000 F.

Aggression contre l'épouse d'un magistrat à son domicile de Lyon.

L'épouse d'un avocat général de Lyon, Mme Nicole Blanc-Jourvan, âgée de quarante-six ans, et sa femme de ménage ont été rouées de coups, jeudi 15 décembre, par deux inconnus masqués. Les deux hommes avaient pu se faire ouvrir la porte de l'appartement par une domestique. Ils ont été arrêtés après avoir reçu des soins à l'hôpital, les deux victimes ont pu regagner leur domicile.

Plusieurs membres du parquet de Lyon avaient reçu dernièrement des menaces et la police avait dû exercer une surveillance accrue de l'un d'eux, M. Jacques Blanc-Jourvan, qui a participé à la manifestation du 10 mai 1977. Rhodan, avait requis le 26 novembre deux peines de prison ferme pour deux inculpés impliqués dans une fusillade.

Relaxe pour les collaborateurs de Garen-Ozanne.

Le tribunal de grande instance de Caen a jugé, jeudi 15 décembre, dix inculpés de la société Garen-Ozanne, qui a participé à la manifestation du 10 mai 1977. Les inculpés ont été relaxés de la manifestation, mais condamnés à des peines de prison ferme pour des vols et des abus de confiance commis par-

l'occupation de leur imprimerie, de juin 1976 à mai 1976.

Le tribunal a estimé que s'il y avait eu divulgation irrégulière de documents confidentiels, la soustraction frauduleuse n'était pas établie. Il a reconnu que s'il y avait eu vol de papiers utilisés pour la propagande, il ne pouvait être imputé à des individus déterminés. Il a jugé que le fait d'abus de confiance n'était pas établi. C'est donc une relaxe générale des dix prévenus qui a été prononcée par le tribunal de Caen.

Trois médecins condamnés pour défaut de paiement de cotisations.

Trois médecins de La Roche-sur-Yon (Vendée), les docteurs Roulet, Le Bouedec, Morin, poursuivis par le conseil de l'Ordre des médecins pour non-paiement de leurs cotisations de l'année 1976, ont été condamnés, jeudi 15 décembre, par le juge d'instance de La Roche-sur-Yon à 200 francs à titre de dommages et intérêts et au paiement de leurs cotisations, soit 350 francs. Les trois médecins ont été condamnés à des peines de prison ferme pour défaut de paiement de cotisations correspondant aux années 1976 et 1977.

VERS QUI VONT LES SUFFRAGES DES CADRES PARISIENS ?

Vers Télé 7 Jours Spécial Paris. Télé 7 Jours est le seul support de presse permettant de toucher plus de tiers des cadres parisiens.



QUEL EST LE PLUS PARISIEN DES SEMAIDAIRES

Télé 7 Jours Spécial Paris. Télé 7 Jours Spécial Paris s'adresse à 175.000 lecteurs parisiens.

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

مَكْذُوبًا مِنَ الْأَصْلِ

LOCAL CHAINES

Du rêve à la réalité Ceylan: Sri Lanka

Cette éblouissante royauté vous offre ses terrasses de riz d'un vert lumineux, ses coteaux de thé vert profond, ses plages au sable fin, bordées de cocotiers, ses jardins botaniques, ses parcs nationaux. Vous découvrirez encore en ce pays une multitude de choses splendides: la civilisation bouddhique avec ses fêtes religieuses que vous pourrez admirer, ses villes sacrées parsemées d'innombrables temples et ruines diverses. Laissez-vous émerveiller par les splendeurs sous-marines de l'Océan Indien. Vous serez touchés par l'accueil chaleureux des habitants de Sri Lanka.

***Une semaine à partir de 2.900 FF, vol et hôtel inclus.**

**Sri Lanka
Ceylan**

Si vous désirez d'autres renseignements, veuillez prendre contact avec votre Agence de Voyages ou:

OFFICE DU TOURISME CEYLANAIS
61, quai d'Orsay. 75007 Paris. Tél. 705 26 79

Le langage

decs

MADE IN QUOI ?

[illegible]

thieu, 8, 111 359-21-13), on, parait-il, ce mariage honorablement (111) à un portefeuille adéquat (80-francs au verre à discothèque !).

Que les oubliés me pardonnent. Je préfère à ces sorties un bon dîner entre amis, un peu prolongé dans la conversation calme des digestions heureuses. Dans un bistrot, avec un bon plat de ~~sauc~~ bourgeoise bien ~~plat~~ et une bouteille d'un petit vin blanc...

frails

ROBERT-J. COURTINE.

Colline

14, rue Jacques-Cœur, Paris (4^e)

PRODUITS NATURELS

PAIN POILANE

ARTISANAT - CADEAUX

Shampoings, bains aromatiques (L'Occitane)

Pour les soins du visage et du corps

PHYTALÉ
AROMATIC

*Tous les jours sauf dimanche
de 10 heures à 19 heures.*

Métro BASTILLE

Tél. : 278-10-30

Spécialités françaises et étrangères

- [illegible]

مَكَّنَا مِنَ الْأَعْمَلِ

viens de paraître

UN CAMBRIOLAGE TOUTES LES 3 MINUTES TOUS LES MOYENS DE S'EN PROTÉGER

HALTE AUX CAMBRIOLAGES

un homme informé en vaut deux !

Un volume de 120 pages 20 francs

En vente chez **LE PAYSAN** 75008 PARIS

SPECIALISTE MEUBLES HI FI

PLUS DE 100 MODELES A PARTIR DE 900 F

READY-MADE 260-28-01

28 rue Jacob - PARIS 6

Robert Illel ouvre une exposition haute fidélité aux Champs Élysées

A l'occasion de l'ouverture de son Exposition haute fidélité, 78 Champs Élysées, Arcades du Lido, Robert Illel propose exceptionnellement une chaîne complète Marantz à 3.490 F (platine Marantz 6100, ampli-tuner Marantz 2 à 22 voies, enceintes Marantz 2 voies).

illeg haute fidélité

B & O MARANTZ SCOTT SONY

Offre valable aux Illeg-Centres du 105, av. République 15e et 220 bis, rue La Fayette 10e.

Parking gratuit 60 rue de Fontaine, à tout acheteur.

au BIFI-CLUB TERAC

L'EXPERIENCE DE 25 ANNEES EN HI-FI NOUS PERMET DE VOUS PROPOSER UN CHOIX SI RIGORUEUX DE CHAINES HAUTE-FIDELITEE

une sélection de 6 chaînes extraite de toutes nos autres compositions, vous permettant dans un large éventail de choisir un meilleur rapport QUALITE/PRIX

AKAI <ul style="list-style-type: none">Ampli AKAI AM 2400 - 2 x 40 W.Platine AKAI AP 601 ou TECHNICS SL 22 complète2 enceintes BST XL 300 L'ENSEMBLE... 2.200 F	PIONEER <ul style="list-style-type: none">Ampli-tuner PIONEER SX 450 II - AM-FM-GO - 2 x 24 W.Platine CEC BD 2200, complète2 PHONIA BR 250 - 2 voies L'ENSEMBLE... 2.650 F
SCOTT <ul style="list-style-type: none">Ampli SCOTT A 437 - 2 x 60 W.Platine CEC BD 2200 complète2 SIARE CX 32 L'ENSEMBLE... 2.900 F	Technics <ul style="list-style-type: none">Ampli TECHNICS SU 7700 - 50 W.SONY PS 11 - entr. - compl. - PHONIA BR 250 L'ENSEMBLE... 3.950 F
MARANTZ <ul style="list-style-type: none">Ampli-tuner MARANTZ 2235 AM-FM - 2 x 35 W. DolbyPlatine THORENS TD 186 entraîn. direct - cellule SHURE rs/s2 enceintes 3 A APOGEE L'ENSEMBLE... 4.490 F	SONY <ul style="list-style-type: none">Ampli SONY TA 11 - 2 x 11 W.Tuner SONY IT 11 L - PO-GO-FMPlatine SONY PS 112 enceintes 3A ALPHASE L'ENSEMBLE... 4.190 F

3 auditoriums en écoute comparative

- 1 auditorium général
- 1 auditorium consacré à BANG et OLUFSEN
- 1 auditorium réservé aux chaînes COMPACTES

BIFI-CLUB TERAC

30, 53 RUE TRAVERSIERE 75012 PARIS (GARE DE LYON) - Tél.: 307.87.74

COMMENT LOGER UNE AGENCE DE PUBLICITE ?

Une profession dans son immeuble

A U 22 de l'avenue Matignon, dans l'alignement des maisons, un nouvel immeuble a été construit. Une façade est née. Rideau de verre fumé incorporant une sculpture de pierre. L'immeuble de sept étages a été conçu par l'architecte italien Vittorio Gregotti pour loger une agence de publicité. Comment se présentent les nouveaux espaces de l'avenue Matignon et comment y vit-on ?

La façade parle. Dans le rideau de verre fumé, c'est surtout la sculpture intégrée, le grain de la pierre, qui retiennent l'œil ; mystère à l'italienne. Elle met en scène des fenêtres murées, aveugles, cintrées, à grosses moulures, anciennes pour faire le lien avec les façades voisines. Le thème des moulures est repris sur le rideau de verre à plat, comme le négatif d'une photo, ou en relief.

Le hall est grand sans être ténu. L'architecte a joué avec de nombreux matériaux différents : dallage en marbre blanc, qui imperceptiblement se transforme en moquette épaisse, comptoir de réception en briques qui apporte un climat britannique, ascenseurs qui jettent un éclat métallique, enfin, dans un angle, la volute impérieuse d'un escalier en colimaçon est en laiton. Autre note théâtrale : un assemblage de pierres très apparentes est encadré dans un médaillon ancien. La muraille devient un objet d'art.

Malgré sa dimension, malgré la variété des matériaux, ce hall ne fait ni riche ni somptueux. « Les clients qui viennent nous voir sont très intéressés par l'architecture », déclare Dominique Bessière, directeur de budget à l'agence.

Puits de lumière

La caractéristique de ce hall est d'être ouvert. De son canopy, le visiteur pénètre tous les espaces. A travers les cloisons de verre, il voit le jardin intérieur — arbres, paliers, escaliers. Il voit la vie des bureaux qui entourent le patio. Douzième, coupes blanches des lampes toutes pareilles, des bleu d'une secrétaire qui se lève.

Sur sept étages entre rue et jardin, l'immeuble est composé de terrasses en cascade et de demi-niveaux qui s'articulent les uns par rapport aux autres. Ici et là ont été ménagés des puits de lumière et de lumière.

Pour les quatre-vingt-deux personnes qui travaillent à l'agence, le changement de vie a été radical. Dans l'ancien immeuble, situé un peu plus haut dans l'avenue, l'agence occupait un seul étage et n'était qu'un dédale de couloirs blancs. Certes, chacun avait son bureau, sa petite boîte. Mais huit personnes seulement possédaient une fenêtre. Aujourd'hui, le soleil

brille et les cloisons sont tombées. Chaque département a son niveau à lui, son lieu de travail collectif à lui. Chaque service dispose en plus d'une petite salle fermée pour les réunions.

Pas de bureau prestigieux, pas de kilomètres à parcourir. Don Thompson, le président-directeur général de l'agence Walter Thompson, mais une table de travail isolée dans un alcaïve qui avance sur le jardin. Le reste de la pièce est réservé à la table de conférence. Tapis blanc et mobilier noir édités par Knoll. Simplicité et rigueur : Don Thompson a habité deux ans au Japon.

« Ce nouvel immeuble est une profession, déclare le président-directeur général. Nous avons besoin de bureaux directs. Ici, nous avons la possibilité de réunir les gens très vite. Les uns n'ont qu'un escalier à grimper, les autres à dégringoler trois marches. Ils n'ont même plus besoin d'un ascenseur. Quand on se parle face à face, ce qui évite les erreurs d'interprétation. J'ai vu reste remarqué que, depuis que nous sommes ici, il circule beaucoup moins de notes internes. »

Comment se présente le personnel ? « Avant, on était dans des prisons, maintenant on travaille à la lumière du jour », dit Simone, une comptable, dont le bureau donne sur le jardin-patio. « Oui, dit Sylvie Hoare, chef de publicité, on a des fenêtres, mais on ne peut pas les ouvrir à cause de l'air conditionné. » Un autre : le bruit. Au début, les gens parlaient très fort. Ils ont baissé le

ton, mais le téléphone et les machines à écrire restent trop bruyants. « On s'ennuie bien, dit Anne Grohau, rédactrice, mais quand on a un texte long à écrire, il faudrait pouvoir s'isoler, et la salle de réunion n'est pas toujours libre. L'idéal serait d'avoir, en plus de l'espace commun, quelques bureaux traditionnels. » Certains caractères ont pourtant changé. Des gens très assés sourient maintenant davantage. « Mais, tient un fait », se poigne, dit Dominique Bessière, et quelques fois, quand ils se parlent au téléphone, « la vie commune a développé l'agressivité », estime Vidal Mikael, directeur de la publicité. L'espace ouvert facilite les contacts, mais aussi les frictions. Il faut apprendre à les utiliser pour qu'elles soient génératrices de nouvelles idées.

FLORENCE BRITON.

Du feuillage pour les quatre saisons

A VOIR chez soi un coin de verdure qui évoque un jardin est un souhait commun à bien des citadins, emmurés dans leurs appartements. Mais tous n'ont pas le don des « doigts verts », et les plantes nées en plein air ont souvent du mal à survivre dans une pièce où un chauffage, même limité à 20 °C, dessèche l'atmosphère. Sans parler des complications d'entretien périodique pendant les vacances.

Depuis un an environ, on a vu apparaître, dans des magasins de mobilier et d'objets décoratifs, des plantes au feuillage caduc, qui semblent s'accommoder des coins les plus sombres. Bien sûr, elles sont en plastique ! Mais ces nouvelles plantes artificielles, par les progrès de leur fabrication, sont devenues des reproductions fidèles d'espèces très variées. Elles ne prétendent pas procurer les mêmes joies « affectives » que les vraies plantes, qu'il faut nourrir et soigner, mais qui vous en récompensent par une croissance dont on est fier. Simplement, elles sont un élément décoratif verdoyant là où la vie végétale serait difficile, voire impossible. Leur entretien se limite à un lavage des feuilles, tous les deux ou trois mois.

La loggia qui surplombe la boutique Azis est transformée en serre. On y trouve toutes sortes de plantes exotiques dont les feuilles sont montées à la main et qui ressemblent si bien à leurs modèles qu'on peut en faire d'authentiques mélanges : agave à longue fleur blanche, yucca fleuri, hibiscus (450 F), grande fougère arborescente. Pour décorer toute l'année une terrasse, même exposée au nord, bois et thuya peuvent encadrer une jardinière garnie de bégonias.

Dans sa boutique de décoration végétale, Charles Fathé a introduit les plantes et les fleurs en plastique qu'il arrange à sa manière. Il habille, ainsi, le tronc d'un *Crataegus marginata* (à longues feuilles-lances) de fibres de palmier naturel et propose une de ces plantes, à quatre têtes allant jusqu'à 1,80 m de haut, pour 495 F. De grandes branches de mimosa fleuries, montées en arborescence dans un pot, peuvent embellir un angle un peu sombre dans un séjour. Un grand bac, circulaire ou carré, sera garni de plantes en plastique à feuillage léger (les « naturelles » de ce type étant assez fragiles) mélangées à de vraies plantes robustes, dans une harmonie de feuillages et de tailles.

L'arbuste camélia

Tricoté, fabricant de treillage décoratif, a ouvert récemment une boutique dans laquelle se trouvent réunies la quasi-totalité des fabrications de plantes artificielles. De l'arbuste camélia, à planter dans une salle de bains, au papyrus ou au yucca pour décorer le séjour, le choix est vaste et les prix s'échelonnent de 100 à 750 F. Le treillage, constitué de lattes peintes à main les plus ou moins serrées, contribue au décor végétal (100 F environ le mètre carré). Pour transformer une entrée en jardin d'hiver, les murs seront garnis d'un treillage avec effet de perspective ; dans des bacs seront disposés des brins de cyprès, un oranger. Une loggia extérieure,

tapisée d'un gazon artificiel, aura ses murs habillés d'un treillage sur lequel grimperont lierre et vigne en plastique.

Même animées de plantes vertes, une maison a besoin de quelques fleurs pour ponctuer son décor de tounches colorées. Les mêmes fleurs que les plantes les gâtent — trop de chaleur, pas assez de lumière, — et leur vulnérabilité les rend bien éphémères en hiver. Les fleurs que l'on appelle pérorativement « artificielles » se sont, elles aussi, rapprochées de la nature. A condition de les utiliser avec discrétion, on peut en faire des bouquets attrayants dont on renouvellera la composition en les changeant de vase et de pièce.

Le « Jardin de Paris » a créé des fleurs légères, champêtres ou raffinées, qui sont diffusées dans de nombreuses boutiques. Chez Halard, où leur choix est étendu, elles sont arrangées en bouquets parfaitement intégrés à la décoration. Pour la chambre ou le séjour, il y a des branches de prunellier ou des roses de Noël (21 F les six), des lis ou des gladioli. Pour agayer une cuisine d'une salle d'eau, des mini-astères des perles-nèges ou des primèveres sont disposées dans des petites vases en porcelaine. Toutes nouvelles, les couronnes à la scandinave, mêlant bois et fleurs de pommier, peuvent servir de « surtout » de table, pleines de bougies, ou s'accrocher au mur pour encadrer un miroir.

JANY. AUJAME.

* Azis, 12, rue Grégoire, 75008 Paris. Décoration végétale, 3, av. de la République, 75011 Paris. Tricoté, 4, rue Lebon, 75017 Paris. Halard, 45, av. Daumesnil et 13, rue Bonaparte, Paris.

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS... ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE

Shopping Décor les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs, Shopping Décor vous offre la différence, et en plus 10% sur votre prochain achat.

Shopping Décor le grand magasin de la décoration

5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

MODES

SOIR DE F

Les ont to

Q

Sevri 33

Loden

FORSI

ISOTONER

AUX TROIS QUARTIERS

مكتبة من الأمل

Le foulage pour les quatre saisons

Au cœur du Marais
 vente directe
 verrerie - Couverts
 verrerie - Porcelaine
 x - Linge de maison
Elite
 cadran
 rue du Temple - Paris 3^e
 Tél. : 277-84-54
 rt du Lundi au Samedi inclus



**LES MONTRES, PAPIERS PEINTS
D'UNE MANIÈRE CLAIRE**

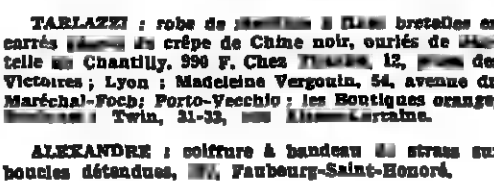
Vincara
Les montres
sans bavé brillant

ping Déco
ix les plus b

trouve...
Decor...
 10% sur...
 AU
 TROIS QU



Les hommes, pour leur part, se volent des blazers légers et velours cotés, à égarer d'une « *double* » : dessins : nœud papillon d'Yves Saint-Laurent (111 F), écharpe vive de Carruti (250 F). Le smoking reste strict, mais les boutons de manchettes de Christian Dior, en boules de pierres dures, apportent une touche de couleur (100 F). — M.-S.



MANCINI : sandale noir en or à nervures sur le
con-de-pied. 770 N. 72, av. Victor-Hugo, 75016 Paris

Augis (chez les bijoutiers concessionnaires de la marque en France) a réuni des pendentifs guerriers en or : le pistolet, la trompette, le canon ou le fusil (à partir de 1 080 F).

Maria Krawinkel (61, rue d'Auteuil) expose parmi les « bijoux d'art » et de « miniatures » ceux de Pascal Lacroix aux lignes pures et contemporaines, en or, onyx, et brillants.

NATHALIE MONT-SERVAN.

* Vie de tous les jours. — Les encyclopédies sont à la mode mais celle qui facilite la vie de tous les jours mérite une place dans la bibliothèque familiale. Comodo, pour sa quatrième édition, mesure 860 mm sur 600 mm et le format 16 x 24 cm. Il ne s'agit pas d'une remise à jour annuelle mais d'un nouveau volume, à la fois pratique et agréable. Comodo est la référence de la vie quotidienne : logement, travail, retraite, éducation, etc. Les grandes rubriques sont traitées de guides pratiques et un bon bien à la fin du volume, permet de rapidement l'information recherchée. Une large et renseignée exprimée dans un langage simple et précis.

* Exhibit 78, ed. Plan, 30 P.

**Les plus
beaux
cashmeres
de Paris**

Nouvelle collection 77/78
4 900 Cashmere

**BOUTIQUE
ALEXANDRE
SAVIN**

261, rue Saint-Honoré
(Angle rue Cambon)
ouvert de 9 h 30 à 19 h

**et toujours
REPRISE 75 F
de votre vieux pull
quelqu'en soit l'état
pour l'achat d'un
nouveau pull.**

**Ne vous reprenez qu'un seul
pull pour l'achat d'un neuf.**

VENDREDI 16 ET SAMEDI 17 DEC.
ET JOUR FÉRIÉS ANTS

LIQUIDATION

DES SUITES DE LA
LIQUIDATION DE
PARIS-SOVIET
AVANT TRAVAIL D'EMBALLAGE

mm

20 RUE TRONCHET 2 RUE DE SEVRES

**TOUTES LES COLLECTIONS
D'IVER 77/78
DES PLUS GRANDES MARQUES
DU PRET-A-PORTER
pour les hommes
pour les femmes
pour les enfants**

Au cœur du Marais
 Vente directe
 - Ferronnerie - Cuivres
 - Porcelaine
 - Linge de maison
Elite
 cadran
 rue du Temple - Paris 3^e
 Tél. : 277-84-54.
 ouvert du Lundi au Samedi inclus



SÈVRES
"33"
"PULL-OVERS"
DE MARAIS
EN SECOND CHOIX
33, rue de Sèvres, Paris
tél. : 548.66.73.

véritable
Loden
autrichien
coloris mode

FORNIO
LA CHAUSSEE DU LODEN

1^{er} 20.03
Parking de la Louvre

Pour vos robes de fêtes

SCHERRER
boutique Saint-Honoré

.90, Fg Saint-Honoré
75008 Paris
Tél: 265.55.15/70.96

le gant

ISOTONER

à action iso-massage
(taille unique)



AUX
TROIS QUARTIERS

Chaîne 2400 Platine 4002 Tangentielle Ampli 2 x 30 watts
Commande à distance Enceintes Uniphase S 75 Tuner FM

CLUB CENTER
B&B
MAISON DE LA HI-FI
236 Rld. Béreire (Porte Maillot 17°)

*Invitation
au Voyage.*

Dans leur atelier, Louis Cordesse et Françoise Baitay peignent des meubles et créent des originaux. Des meubles pour rêver. Avec la lumière de la Méditerranée, ses collines antiques ombragées de cyprès et d'oliviers... De véritables "meubles tableaux" qui vous invitent à venir les voir.

Atelier du Pro
151 RUE SAINT-MARTIN,
PARIS 3^e - 277.63.37

Ouvert de 14 à 19 h. 30 : ~~mercredi~~, ~~jeudi~~, ~~vendredi~~, ~~samedi~~ et en décembre ouvert le dimanche

**Et
pour vos
cadeaux
de
fin d'année**

- **miroirs**
- **triptyques**
- **appliques**
- **appliques**
- **lampes**
- **coffres**
- **table basses**
- **consoles**
- **scrivans**
- **petits meubles**
- **insolites**

Pan Haute Fidélité
"La musique d'abord!"



... 32 sonates, 17 quatuors, 9 symphonies... Il faut "bien" les écouter. (L.V. Beethoven)

■ ■ ■ musique... ■ ■ ■ Pan, nous concevons ■ ■ ■ chaînes Haute-Fidélité avec ■ ■ ■ Sony, qu'un chef d'orchestre rassemble ses musiciens pour interpréter une ■ ■ ■, de l'espace... afin de faciliter le choix ■ ■ ■ ses clients, Pan a grandi ■ ■ ■ magasin du 11, rue Jacob. Avec ■ ■ ■ 3 auditoriums "Pan-me Jacob" se ■ ■ ■ désormais ■ ■ ■ haute-fidélité...

■ ■ ■ des prix... tous les grands ■ ■ ■ la Haute-Fidélité, BO,Technics, Sony, Linear Speaker, Cabasse, etc. vous sont proposés à ■ ■ ■ prix ■ ■ ■ services très concurrentiels.

Pan Disques
Disques, Cassettes
176, bd Saint-Germain
PARIS

Pan Haute-Fidélité
Haute-Fidélité,
Télévision, radio-cassettes
11, rue Jacob, 75001 PARIS

ARTS ET SPECTACLES

Variétés

LE PARADIS LATIN

Créateur de l'Alcazar, où il lança le mode des travestis, bachelier en trac blanc, au bagout étonnant, homme de spectacle au sens plein du terme, amoureux fon de son métier et de ceux qui le font, toujours prêt à se lancer dans des aventures et à s'y mettre corps et cœur, il jette son goût pour l'épave, l'illusion, le baroque, l'étonne et la convention sublimée, Jean-Marie Rivière officie maintenant au Paradis latin.

Café-concert à la fin du siècle dernier, magnifiquement monté aujourd'hui, venant du noir et de la pompe avec des laques, des créateurs et des pilliers d'époque, le Paradis latin est une salle d'environ mille spectateurs où à lieu chaque soir une gigantesque folie.

C'est bien ainsi qu'il faut nommer la nouvelle venue créée par Jean-Marie Rivière, qui est une véritable débauche de séquences extravagantes, féériques, surréalistes, dans des décors multiples, avec l'aide d'une grande machinerie et de costumes somptueux. Défilent pile-à-côté le personnel et les artistes du Paradis latin dans un ballet consacré à la plaisanterie, puis une diva, le caduc de la médecine dans la comédie et une pierre précieuse qui éblouit ses visiteurs dans la salle, Chopin et la Polonoise, Frédéric Bonnet et le chœur, une Cour des miracles emplit de personnages monstrueux sous à la fois d'un film de Fellini et du Berlin décadent des années 20, Mary Poppins descend du plafond de la salle, les lendes politiques français et américains, Josephine Baker et Cécile Sorel, des avions allemands et français de la première guerre mondiale simulant un combat aérien et passant au ras des ailes, une danse de désespoir sur la Marcelline, le petit d'acier du comte de l'ère et le petit inconnu. Poétique et une pluie de ballons et de confettis. Et encore une équipe de football, des scènes de cirque et de merveilleuses trouvailles comme cette boule vivante chantant le rago pour le sosie de Rudolph Valentino.

Bien entendu, fidèle à l'ancienne tradition de l'Alcazar, tout le personnel de la maison participe au spectacle depuis la salle ou sur la scène, dansant, improvisant, Jean-Marie Rivière lui-même se montre parvenu à la fois, faisant surgir Yves Guilbert, qui cria dans la même salle, il y a plus de quatre-vingt ans, *Madame Arthur*, se jettant dans la mêlée du *scène* : « Voilà les boches... Attention ! Attention, les gars ! (s'écriant soudain au personnel) : *Ouvrez les ventilateurs, faites du bruit* ».

Voilà sans doute l'un des plus fastueux spectacles jamais montés à Paris.

CLAUDE FLAUTER.

Le Paradis latin. Dîner à 20 h. 30. Spectacle à 21 heures.

Michael Ruddy donne un régal de piano le 17 décembre au Théâtre de la Cité universitaire, au profit d'Amnesty International. Au programme : Beethoven, Chopin, Liszt et Stravinsky. (Réservation : 140-84-17, de 14 à 20 heures.)

BONAPARTE - LA CLEF

Sélection officielle Cannes 77

Marcel Sabourin / Anouk Wipac / Myriem Boyer

LES ILLUSIONS DU RIMBAUD EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

D'admirables acteurs, le Monde
D'une émotion rare, Le Nouvel Observateur
D'une sincérité profonde, Le Matin

PUBLICS EUROPEENS - PARAMOUNT COLORED - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTY PARADISE - PARAMOUNT GEMINI - PARAMOUNT MARY - PARAMOUNT ORIENT - MARLY ENGLISH - ARTS NOBIS - CYRANO VERSAILLES - BUCKY VAL D'YVERRE - New York, New York... Amour Amour... New York, New York... Amour Amour...

LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO

NEW YORK NEW YORK

La Chine millénaire revue par les japonais dans un feuillet en six épisodes traduit de l'anglais où le karaté remplace l'usage des armes contondantes. Un genre à découvrir. (Samedi, TF1, 21 h. 30.)

MUSSET PAR SANTELLI
Adaptation lente et superbe, en deux parties, d'une des œuvres de Musset les moins souvent représentées. Le *musset* de Santelli au romantisme. (Samedi, A 2, 20 h. 30.)

EURIPIDE PAR DUMAYET
Alicante, d'Euripide, ou l'égoïsme masculin, récit par Pierre Dumayet et mis en scène par son fils Nicolas. Une représentation du Festival de Carpentras 1977 filmée par *Tartar*. (Samedi, FR 3, 20 h. 30.)

CHANTEURS DE CHARMES
Qu'est-ce qui fait courir les fans de Tino ? Sablon, Frank Sinatra, Gérard Philipe. Recueilli par André Malraux, l'avis des intéressés et des spécialistes. (Dimanche, TF1, 22 h. 45.)

M. JEAN GUITTON EN QUESTION
Un académicien et philosophe, l'auteur des *Dialogues avec Paul* 77, mis en question par M.M. Roger Garand, Maurice Clavel et par la princesse de Bourbon - Parme. (Dimanche, FR 3, 20 h. 30.)

PORTO CINTRA

PORTO CINTRA ROYAL

D'une chaîne à l'autre

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT JIMMY CARTER SUR TF 1

Les principaux moments du voyage du président Jimmy Carter en France seront retransmis en direct sur TF 1 au cours de la première semaine de janvier. Les téléspectateurs pourront suivre notamment l'ensemble des cérémonies qui auront lieu à Paris, à l'occasion du débarquement en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

LE VILLAGE MÉDITERRANÉEN A CHATEAUVAULON

L'Institut national de l'audio-visuel organise à Chateaufort, dans le Var, du 12 au 15 janvier 1978, un colloque sur le thème : « Le Paradis du village méditerranéen ». Quatre axes de discussion sont envisagés : la vie quotidienne, la sociabilité, les conditions de vie, les systèmes de défense répartis sur quatre jours. Des films de l'Europe méditerranéenne (France, Italie, Espagne, Grèce) mais aussi des pays du Maghreb, de l'Égypte et de la Syrie seront projetés, en rapport avec les discussions prévues chaque jour.

Parmi les invités : René Allio, Maurice Pialat, René Angelillo, les frères Taviani, Robert Lafont, Jacques Berque, Lawrence Durrell, Jean Duvignaud, Gian-Marco Volante.

M. JEAN AUTIN EST RECONDUIT A LA PRÉSIDENTIE DE T.D.F.

M. Jean Autin, président de Télédiffusion de France, est reconduit pour trois ans dans ses fonctions de président du conseil d'administration par décret publié au *Journal officiel* du 15 décembre. Le nouveau conseil d'administration sera reconduit M. Jean Autin dans ses fonctions de président. M. Pierre-Roger Gaudin, député (réformateur) de la Loire, et Robert-André Vivien, député (C.F.R.) du Val-de-Marne, ont été reconduits, par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, dans leurs mandats respectifs d'administrateurs des sociétés de télévision TF 1 et Antenne 2, au titre de représentants du Parlement.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 16 DÉCEMBRE
— M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, participe au *Journal d'Antenne 2*, à 20 heures.

SAMEDI 17 DÉCEMBRE
— M. Olivier Guichard, ancien ministre, est le réacteur en chef du *Journal d'Antenne 2*, de R.T.L., à 13 heures.

UNE SÉLECTION POUR LE WEEK-END

FEUILLETON KARATE
La Chine millénaire revue par les japonais dans un feuillet en six épisodes traduit de l'anglais où le karaté remplace l'usage des armes contondantes. Un genre à découvrir. (Samedi, TF1, 21 h. 30.)

MUSSET PAR SANTELLI
Adaptation lente et superbe, en deux parties, d'une des œuvres de Musset les moins souvent représentées. Le *musset* de Santelli au romantisme. (Samedi, A 2, 20 h. 30.)

EURIPIDE PAR DUMAYET
Alicante, d'Euripide, ou l'égoïsme masculin, récit par Pierre Dumayet et mis en scène par son fils Nicolas. Une représentation du Festival de Carpentras 1977 filmée par *Tartar*. (Samedi, FR 3, 20 h. 30.)

CHANTEURS DE CHARMES
Qu'est-ce qui fait courir les fans de Tino ? Sablon, Frank Sinatra, Gérard Philipe. Recueilli par André Malraux, l'avis des intéressés et des spécialistes. (Dimanche, TF1, 22 h. 45.)

M. JEAN GUITTON EN QUESTION
Un académicien et philosophe, l'auteur des *Dialogues avec Paul* 77, mis en question par M.M. Roger Garand, Maurice Clavel et par la princesse de Bourbon - Parme. (Dimanche, FR 3, 20 h. 30.)

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 16 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

En raison des préavis de grève déposés par le C.F.D.T. et TF 1 et par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. à 2, les programmes de ce vendredi et de l'ensemble du week-end risquent d'être perturbés. Émissions remplacées ce vendredi, sur TF 1, par des programmes minimum : 20 h. 30, un téléfilm d'après George Sand : « François le Champi » ; 22 h. 5, une émission sur le peintre Courbet. Édition du journal à 20 heures.

Même dans le cas où le programme minimum serait appliqué, l'allocation du président de la République, en direct depuis Vassy (Calvados), sera retransmise sur TF 1 et sur A 2 à 18 heures.

18 h. 25, Pour les petits : 18 h. 30, L'île aux enfants ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! 20 h. Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : L'Avocat du diable, de H. Saltel. J.-N. Sissia, R. Manuel, F. Fleury.

22 h. 25, Magazine : *Télématin*.

23 h. 30, Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25, Dorothea et ses amis ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! 20 h. Journal.

20 h. 30, Folies : La Belle Hélène, de M. Boissard, avec M. Serrault.

21 h. 28, Littérature : Apostrophes, de la province.

22 h. 45, Journal.

23 h. 30, Cinéma-Club : TRISTANA, de L. Bunuel. Avec C. Delavay, F. Rey, F. Nero, L. Gasc, A. Gasc, J. Fernandez.

CHAÎNE I : TF 1

12 h. Philatélie club ; 12 h. 30, Cuisine : Dismal ce que tu m'offres ; 12 h. 45, L'île aux enfants ; 13 h. 30, Les nouvelles du soir ; 14 h. 10, Brestez donc avec nous ; 18 h. 5, Antenne 2 ; 18 h. 15, Six minutes pour vous défendre (l'environnement) ; 19 h. 45, Roger Pierre ; 20 h. Journal.

22 h. 30, Variétés : Numéro un (Jacqueline Maillan) ; 23 h. 30, Feuilleton : Karaté ; La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 23 h. 25, Série : Si l'on dansait (la valse), prod. R. Ventura, réal. J.-P. Manquillet ; 23 h. 55, Allons au cinéma.

23 h. 25, Journal.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45, Journal des sœurs et des malintendants ; 12 h. Émission pédagogique ; 12 h. 30, Samedi et demi ; 13 h. 30, Présentation des programmes des fêtes ; 15 h. 30, Spécial sports ; 17 h. Des animaux et des... (la renne) ; 18 h. La course autour du monde ; 18 h. 55, Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, L'album des fêtes ; 20 h. Journal.

20 h. 30, Téléfilm : le Chaudelir, de Cl. Santelli, d'après A. Musset, avec M.-Ch. Barraud, M. Galabru, J.-F. Balmer.

Le retour de Claude Santelli au répertoire romanesque ;

21 h. Polémique : du panier, de Ph. Bourard.

22 h. 15, Journal.

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. Journal ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 10, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Série : Gorri le Diable ; 18 h. Sports première.

19 h. 20, FILM (cycle John Wayne) : L'HOMME TRANQUILLE, de J. Ford (1963), avec J. Wayne, M. O'Hara, B. Fitzgerald, W. Bond, V. McLaglen (rediffusion).

20 h. 30, *Les animaux du monde* ; 20 h. Journal.

20 h. 30, FILM : LA KERMESSE DE L'OUEST, de J. Logan, avec L. Marvin, C. Eastwood, J. Seberg, H. Presnell, R. Walston.

En Californie, à l'époque de la ruée vers l'or, une fille pauvre et d'une mine maigre de femme, deux associés s'en partagent une, vendue par un mormon.

22 h. 45, Variétés : Chanteurs de charme, d'A. Halimi.

0 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

11 h. Émission pédagogique ; 12 h. Toujours sourire ; 13 h. Journal ; 13 h. 25, La longnette ; 14 h. 25, Ces messieurs nous disent ; 15 h. 40, Série : Les nouvelles filles de Joshua Cabe ; 16 h. 30, Trois petits tours ; 17 h. 25, Série : Muppet Show ; 18 h. 5, Contre ut ; 19 h. Stade 2 ; 20 h. Journal.

20 h. 30, Musique et music (spécial Claude Noukari) ; 21 h. 40, Animaux : L'opéra sauvage, de F. Rosié.

Musique de l'imagerie dans une Inde magnétique mais dont on vient à oublier certaines réalités.

22 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre ; le Parti des nouvelles ; 20 h. Jeux.

BERNARD PIERRE

LE ROMAN DU NIL

Nouvelle édition revue et augmentée

"votre Roman du Nil est un poème"

JACQUES RUEFF

l'Académie française

PLON

20 h. 30, Magazine Vendredi : Planètes d'enfant (l'Univers du jouet, de N. Marchand, réal. Cl. Massot) ; 21 h. 30, Série documentaire : Les grands fleuves, relatifs à l'histoire du Nil ; 22 h. Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : La certaine France de mon grand-père (le rail) ; 19 h. 10, Les nouvelles ; 19 h. 15, Émission : La France moderne ; 21 h. 30, Musique : Les nouvelles (de M. Schumann) ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles (de M. Schumann) ; 23 h. 25, De la nuit.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musique magazine ; 19 h. 10, Jazz time : Beau Soir ; 19 h. 15, Musique ; 19 h. 45, Vienne ; 20 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

SAMEDI 17 DÉCEMBRE

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Samedi matin nous ; 20 h. 30, Spécial outre-mer ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Les nouvelles : Les nouvelles ; 19 h. 10, Les nouvelles ; 19 h. 15, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musique magazine ; 19 h. 10, Jazz time : Beau Soir ; 19 h. 15, Musique ; 19 h. 45, Vienne ; 20 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

DIMANCHE 18 DÉCEMBRE

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs émigrés : Spécial mosaïque ; 10 h. 30, Mosaïque ; 11 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 12 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 13 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 14 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 15 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 16 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 17 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 18 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 19 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 20 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Les nouvelles : Les nouvelles ; 19 h. 10, Les nouvelles ; 19 h. 15, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musique magazine ; 19 h. 10, Jazz time : Beau Soir ; 19 h. 15, Musique ; 19 h. 45, Vienne ; 20 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 21 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 22 h. 30, Émission : Les nouvelles ; 23 h. 25, De la nuit.

هكذا من الأصل

EQUITATION

Le poney roi du Salon de

AVANT MOSCOU

Trois paris pour la préparation olympique

par PAUL DILLOU (*)

Les véritables problèmes de la préparation olympique ne sont pas ceux que l'on croit. Ils sont ailleurs, dans la mentalité, dans la culture, dans la façon de vivre. C'est pourquoi, avant de parler de la préparation physique, il faut d'abord parler de la préparation humaine. C'est le premier pari.

Le deuxième pari est celui de la préparation physique. C'est le plus difficile, car il faut trouver le juste équilibre entre la charge d'entraînement et la récupération. C'est le deuxième pari.

Le troisième pari est celui de la préparation technique. C'est le plus délicat, car il faut trouver le juste équilibre entre la répétition et la nouveauté. C'est le troisième pari.

Enfin, il y a le quatrième pari, celui de la préparation morale. C'est le plus important, car il faut trouver le juste équilibre entre la confiance et la modestie. C'est le quatrième pari.

La condition de réussite des paris que je fais pour le sport et pour la France est la mobilisation de toutes les volontés plus qu'un accroissement des moyens financiers. Je ne suis pas seul engagé dans cette lutte. Un succès à Moscou serait la première étape du redressement de notre pays dans les grandes compétitions internationales. Nous sommes tous concernés par cette lutte. Aussi, est-ce un esprit de rigueur, de sacrifice, et un désir de victoire qui doivent inspirer et qui, je le sais, inspirent déjà tous ceux qui sont engagés dans cette action, les sportifs eux-mêmes, mais aussi leurs entraîneurs, les cadres techniques, et les dirigeants. J'ai pu apprécier, depuis ma prise de fonctions, le courage et la détermination de tous.

Qu'ils sachent, les Français, que le gouvernement et son représentant, moi-même, les sports, partagent leurs ambitions, leurs espoirs.

(*) Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

TROIS NOUVEAUX PERSONNAGES sont entrés dans la littérature enfantine



EDOUARD

- 1 - Rami, petit pêcheur d'éponges
- 2 - Elodie et les fleurs géantes
- 3 - Rami et les cailloux d'or
- 4 - Elodie et les fleurs géantes
- 5 - Rami et l'oiseau bavard
- 6 - Elodie prend le train Catretan
- 7 - Edouard apprend à vivre

En vente chez votre libraire

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
sous téléphone, vos messages, vos télégrammes. Vos correspondances sans retarder par télex : nous vous télégraphions.
étrave
SERVICE TÉLEX
345.21.62-345.01.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

LOTO
ça peut rapporter gros



SINGAPORE AIRLINES FAIT DECOLLER CONCORDE

enseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.33.09.

PRESSE

La circulation de l'information ne doit pas aboutir à un effet de domination», déclare M. M'Bow

Quatre questions primordiales

■ M. COMTE, qui préside
 la commission nationale
 d'étude, dit pour sa part
 qu'il ne faut pas lais-
 ser à la technique le monopole
 de l'information. Elle est
 nécessaire pour les structures
 techniques, mais elle ne peut
 pas tout faire. Il faut aussi
 développer les sciences hu-
 manes, les fibres optiques, les
 fibres optiques, les fibres
 optiques, les fibres optiques
 et les perspectives de l'informa-
 tion. Il faut aussi penser à
 l'avenir, à la sécurité, à la
 paix, à la guérison, à la
 santé, à la vie, à la mort.
 ■ M. COMTE, qui préside
 la commission, a déclaré :
 « L'information est une
 valeur fondamentale. Elle
 est primordiale à l'heure
 actuelle :
 ■ Qu'entend-on par circu-
 lation de l'information ?
 ■ Qu'entend-on par nouvel
 ordre mondial de l'information,
 et quel rapport y a-t-il entre
 ce nouvel ordre écono-
 mique et l'information ?
 ■ Comment le droit de
 communiquer peut-il être assuré,
 et comment le droit de
 la pensée peut-il être assuré,
 comme une orientation nouvelle
 de la pensée et de la com-
 munication ?
 ■ Comment peut-on assurer
 la protection de l'objectivité et l'in-
 dépendance des médias ?
 ■ Il y a une conférence
 internationale de l'informa-
 tion, prévue pour l'année
 1984, à Paris.

CLAUDE DURIEU.

■ Les Oscars de la presse d'information ont été remis le 17 mai 1977 aux lauréats suivants :

Le prix du *Journalisme d'Info* est allé à M. Pierre Legroux, rédacteur en chef de *Técamion-Information*.

Le prix du *JOJEF* (Union des journaux et journalistes d'entreprises de France) a été décerné à M. Noël Gravelin, rédacteur en chef de *Le Journal de la Presse*.

Le prix de l'Association française des relations publiques a été attribué à M. Sylvain Fournier, rédacteur en chef du journal d'entreprises *Entre les lignes* de la R.A.P.E.

Un prix hors concours a été décerné à M. Louis Gouvenou, rédacteur en chef de la revue québécoise *Le Journal de la Presse*.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro 11 décembre

LE THÉÂTRE EN FRANCE

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Le numéro : 2,50F

ANNONCES CLASSES

	La ligne	La ligne 1.0.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER		34,32
AUTOMOBILES	30,00	
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	

ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

'immobilier

Location
meublées
Dilre

Paris

0, AVENUE FOCH
LUXE Lover meublé, +
SALON, cuisine, bureau,
à partir de 2.500 F.
Particulier sérieux.
TERRASSE 2.000 F.,
500 F. - 4 P. 8.500 F.,
cuisine de 14 m x 18 m,
112, avenue MALAKOFF.

M COMMERCE
JF JAMAIL HABITET
en jolis équipements
tél. : 282-49-32

M COMMERCE
JF JAMAIL HABITET
en jolis équipements
tél. : 282-49-32

M COMMERCE
JF JAMAIL HABITET
en jolis équipements
tél. : 282-49-32

**Région
Iarissienne**

BANQUE MORD
MAYLA(VILLE)
pour fin
train engazonné,
à 1 km janv.,
tél. : 31 Garage. Celler
au tarif électroménager.

**locations
neublées
Offre**

Paris

location
non meublées
Demande

Paris

Part. cher. à louer quartier
SAINT-GERMAIN, 3, & p. env.
200 mt, Layer max, 5.000 par
mois. Tél. 1878 n. 1

**Région
piennaise**

Pr sal. d'opéenne cherche
villégiature en région piennaise
N° 02.

**fonds de
commerce**

COMMERÇANTS AVOIS

NE CÉDEZ PAS
votre clientèle sans faire appel
à nos structures sans contrôle
officiel.
- 287-56-79 -

TOURS CENTRE
AGENCE IMMOBILIERE
Rue S.A.E. 175 M, Régis-Presse,
85 bis, rue Kléber
Désireux de vendre ou
acheter un hôtel, un
hôtel, chambres,
licence, Publi-
Ecr. N° 824, 175 M, Régis-Presse,
85 bis, rue Kléber
175 M, Régis-Presse,
85 bis, rue Kléber
FLEURS, bouquets et am-
bientant.
N° 175 M, Régis-Presse,
85 bis, rue Kléber
personnel en place, sans
intermédiaire 40-10-24.

AVANT DE CÉDER
votre affaire sponet et
vous vous attendez à
VENIR EN VENTE
dans les meilleures conditions.
Tél. 264.84.79 / 267-44-79

locaux indust.

Cherchons ENTREPOIT 1.500 m.
avec bureaux, sur terrain plat,
état. Location. Disponible rap-
chement. Proche banlieue Nord.
Prix très facile gros porteur.
par K 3 = 4. Ecrire ne 20 278
à BUREAU 13, rue
4200 VINCENTES.

usines

Urgent. Recherche pour
2.900 cv, sur ur
rayon 25 km. Sud-Ouest.

Entrepôt moderne, chauffé
6.000 cv couv. au sol sur 5 m.
Grande Halle hauteur 5 m.
maxim. Parcs adj. N.O.
Frais offre : 170 5372-24

fermettes

COMBAS VILLAGE
TYPIQUE
NIMES (30).
GRANGE volets de caracène
+ dépend.
élec. Pos. hâti.
Toiture à rénover.
N° 170 5372-24

Villas

LE VESINET
Vendré villa EN
REZ-DE-CH. parfait état, majou-
r, 2 b. bains, jardin
N° 170 5372-24

LE VELEY
de la TERASSE
Villa Provinciale 100 m habi-
v. terrain 1.000 m². Site excep-
tionnel. 20 m² Terrain 100 m²
Prie 50 %. Doc. Pic Villages, à bu-
de l'Observatoire, 34-Montpellier

VAUGRESSON (Platanos), maison
récente 200 m² habitables, 56 m²
50 m², 4 ch. sur 2 niveaux +
sacel total, trs calme, procè-
aire, comm. excent. Terrains
1.000 m². Prix 1.200.000 F.
A.B. 570-77-99

partenariat
confiant. PARIS.
une femme française.

maisons individuelles

BELLE-ÎLE-EN-MER
EXCEPTIONNEL
LE HAMEAU DE PORT-PUCE

Maisons bretonnes bord de mer

Renseignements :
ORLÈANS - SAVIGNY, 21 rue des Mairies.
Tél. : (39) 62-05-61.

PETIT VILLAGE
ARDECHE
Vends maison de 12 pièces
habitable de 1200 m² environ
Idéal pour suberge.
PRIX : 150.000 F.
Téléphone : (73) 59-12-73.

bureaux

OMICILIATION, TEL. SECR.
TELEX Frais 100 F.
par message
APÉPAL 228-56-50

maisons de
campagne

A l'entrée d'un bourg important
■ comm., doc., pharm.
■ bel. ■ + cab. toil., ■ pk
■ élect., ■
■ ad m. **Prix 100.000 F.**
■ Du Vignat Julliard, (53) 61-76-0

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
296-15-01

[illegible]

**LES
BOUTIQUES DE
PARLY 2
SONT OUVERTES**

**DIMANCHE
18 DECEMBRE
DE 10 H A 19 H**

PARLY 2 

Le Monde

régions

Ile-de-France

Les Parisiens paient trop pour leur police

Paris. Les Parisiens paient-ils trop cher leur sécurité ? Lors du débat budgétaire qui vient de s'achever au Conseil de Paris, le maire, M. Jacques Chirac, vivement contesté la façon dont sont réparties les charges de police entre l'Etat et la Ville, devenue une commune comme les autres. Il a demandé, soutenu en cela par tous les groupes, l'application du

droit commun, « c'est-à-dire le paiement de 3,30 F par habitant, comme dans les autres villes de banlieue et de province », au lieu de 100 F actuellement.

Pour le maire, la Ville de Paris participe davantage, il est vrai, aux frais de fonctionnement de la police d'Etat que d'autres grandes villes. En revanche, Paris est très avantagé pour la participation de l'Etat aux dépenses de lutte contre l'incendie. Il a notamment déclaré : « Pour connaître exactement les avantages et les désavantages financiers de Paris, il faut faire un bilan des dépenses de police et de pompiers. On voit que Paris est dans une situation très défavorable. C'est pourquoi le premier ministre a décidé la création d'une commission chargée de faire un rapport sur la situation de Paris et de proposer des mesures pour la remettre dans une situation normale. »

Une comparaison avec la province

DE 0,44 FRANC A 100 FRANCS PAR HABITANT

Le barème de la contribution des villes au budget de la police mise à leur disposition par l'Etat est fixé chaque année par une série d'arrêtés ministériels en fonction, sous l'autorité des moyens de cette administration, mais de la population de la localité. Voici les barèmes en vigueur, en date du 30 décembre 1976, fixés par les arrêtés pour l'année qui se termine :

- Paris : 100 francs par habitant (228 millions de francs) ;
- Marseille, Lyon, communes de l'ex-Seine et de l'ex-Seine-Saint-Denis comptant plus de 50 000 habitants : 3,30 F ;
- Villes de province de plus de 100 000 habitants : 2,50 F ;
- Villes de province de 50 000 à 100 000 habitants : 1,50 F ;
- Villes de province de 10 000 à 50 000 habitants : 0,50 F ;
- Villes de province de moins de 10 000 habitants : 0,44 F.

Rien qu'important, les écarts doivent être par là fait que les services, offerts sont souvent très différents. Ainsi, il y a, selon le ministère de l'Intérieur, 13 000 gardiens de la paix à Paris (8,8 millions d'habitants), 2 000 à Marseille (823 000 habitants) et 2 000 à Lyon (835 000 habitants) : la concentration de moyens matériels est très variable d'une ville à l'autre, mais l'éventail des services est aussi.

■ La Nouvelle Région Parisienne d'Ile-de-France. — Au cours du débat public sur le projet de loi relatif à la Nouvelle Région Parisienne d'Ile-de-France, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a demandé que soit reconnue, à la plus grande rapidité possible, la démolition de la maison des examens, qui rue Maitillon, jouxte le marché.

M. Pierre Bas, député R.P.R. et conseiller de Paris de l'opposition, précise que la commission a aussi demandé que soit respecté « l'esprit du projet » des architectes lauréats du concours pour la reconstruction du marché, compte tenu de la décision de M. Jacques Chirac de réduire la construction d'un étage et d'utiliser plus largement les matériaux traditionnels.

LES DIFFICULTÉS DE LA SOREMA

Le Marais se vend mal

Les services de la Ville de Paris ont démenti, jeudi 15 décembre, les déclarations de M. Claude Quin, conseiller de Paris (communiste), qui, le même jour, avait affirmé que la SOREMA (Société d'économie mixte de restauration du Marais) était pratiquement en état de cessation de paiements.

M. Quin, qui a déclaré que la SOREMA était en état de cessation de paiements, a été très vite démenti par le directeur général de la SOREMA, M. Jean Legaret, qui a déclaré que la SOREMA était en état de paiement.

La SOREMA, qui met la SOREMA en difficulté pour rembourser les emprunts de la Caisse des dépôts, explique par la mauvaise conjoncture immobilière. C'est pourquoi la SOREMA a engagé des négociations avec la Caisse des dépôts pour obtenir des délais de remboursement. Déjà, quelle obtiendrait vraisemblablement.

M. Philippe Mithouard, conseiller de Paris (Liberté de Paris) et nouveau président de la SOREMA (il a remplacé en juin 1976 M. Jean Legaret, décédé), a donc hérité du dossier. Après les déclarations de M. Quin, il nous a dit : « Nous savons depuis 1973 que la SOREMA n'a pas les moyens de financement nécessaires pour les années 1977-1978. Il est donc urgent de porter la situation nouvelle. Nous sommes en train de changer les modalités de financement pour acquiescer des terrains et l'immobilier des immeubles. La SOREMA souhaite obtenir de nouveaux crédits non par le biais des emprunts mais par des reports d'échéances.

Ces questions seront donc au cœur de la prochaine réunion du conseil d'administration de la SOREMA (celui-ci ne s'était pas réuni depuis six mois) le mercredi 21 décembre.

JEAN PERRIN.

Un million cent quarante mille logements sans confort

Moderniser sans détruire

De 1968 à 1976, 106 000 logements ont été construits chaque année en Ile-de-France, mais 1 140 000 appartements ou maisons (30 % du parc) sont sans confort ; 68 000 n'ont pas l'eau, 1 012 000 sont surpeuplés.

Jusqu'à ces dernières années, les méthodes employées pour moderniser les quartiers anciens manquaient pour le moins de finesse : on rasait et on reconstruisait. Le 4 août 1968, la loi Malraux réglementait la réhabilitation en instituant des périmètres de rénovation ; en 1971 fut créée l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; en 1974, la possibilité fut offerte aux offices d'I.L.M. d'intervenir dans ce secteur.

Au cours du colloque qui vient d'être organisé au Centre Pompidou, les participants ont comparé leurs expériences, qu'ils ont entreprises dans ce cadre réglementaire. Rue Keller, dans le onzième arrondissement, ce sont de banales immeubles qui ont été équipés du confort avec

l'aide de la Ville de Paris et de l'office I.L.M. A Lognon, en Seine-et-Marne, l'établissement d'un quartier d'habitat social a permis de moderniser la moitié du village, soit 40 maisons. A Fontaine, tout un quartier situé dans la vieille ville a été rasé et reconstruit. A Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, c'est une opération d'auto-réhabilitation qui a été tentée : les propriétaires des petits pavillons qui avaient poussé au fil des ans sur des parcelles bâties sans leur accord, ont été encouragés à rénover leurs logements selon leurs désirs avec l'aide de l'administration. Enfin, l'opération de l'Estimote et la formation des travailleurs sociaux a été totale et réhabilitée 50 logements en région parisienne. Chacun en convient : la réhabilitation offre des avantages. Elle coûte moins cher que la construction intégrale d'un immeuble ; elle permet surtout aux anciens locataires de demeurer sur place puisque les prix des loyers, bien qu'ayant augmenté, restent, en général, modérés. Chaque année, estime-t-on, 30 000 logements sont ainsi modernisés en Ile-de-France, mais il reste, on l'a vu, beaucoup à faire.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A PROPOS DE...

Une proposition du secrétariat d'Etat au tourisme

Des péages sur les pistes de ski de fond ?

En présentant la saison d'hiver 1977-1978, M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, a déclaré qu'il était favorable à l'institution d'un péage sur les pistes de ski de fond, ce qui permettrait de faire participer les usagers à leur entretien.

Le ski de fond ou ski nordique ne connaît pas le même succès que le ski alpin. Les équipements mécaniques, tels que moteurs, pompes, etc., sont très coûteux. Pour recueillir le profit d'une piste, il faut donc faire payer les usagers. Mais les pistes de ski de fond sont très nombreuses et les usagers sont très nombreux. Il faut donc trouver un moyen de faire participer les usagers à leur entretien.

Le secrétaire d'Etat au tourisme a déclaré, pour une raison, le ski de fond est un sport qui demande beaucoup de matériel. Il faut donc faire payer les usagers. Mais les pistes de ski de fond sont très nombreuses et les usagers sont très nombreux. Il faut donc trouver un moyen de faire participer les usagers à leur entretien.

ALAIN FAUJAS.

Centre

Qui doit payer le barrage de Villers ?

notre correspondant

Orléans. — Le barrage de Villers, en amont de Blois, destiné à régulariser le cours de la Loire, va coûter 350 millions de francs au lieu des 150 millions prévus en 1976. Les membres du comité de bassin Loire-Bretagne, qui se sont réunis le 13 décembre, à Orléans, ont approuvé cette rallonge. Ils ont aussi approuvé la décision d'augmenter les redevances de 13 %. Au lieu de cela, ils ont décidé d'augmenter les redevances de 13 %. Au lieu de cela, ils ont décidé d'augmenter les redevances de 13 %.

L'Agence de bassin devant payer 30 % de la facture, l'autre partie est payée par l'Etat. Les membres du comité (élu, usagers de l'eau, industriels) ont voté en faveur de la décision. Ils ont aussi approuvé la décision d'augmenter les redevances de 13 %. Au lieu de cela, ils ont décidé d'augmenter les redevances de 13 %.

RIGIS GUYOTAT.

MONDIAL MOQUETTE

SE DEBARRASSE DES CHUTES ET FINS DE ROULEAUX

MOQUETTE VELOURS

MOQUETTE DECOREE

MOQUETTE BOUCLEE

29 F/m²

39 F/m²

15 F/m²

PARIS 14°: 90, bd Jourdan, 59 m Pont d'Orléans. Tél: 539-32-42

BAGNOLET: 191-193, av. Pasteur, 13 Pte des Lilas. Tél: 361-16-45

SARCELLES: 29, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly. Tél: 595-00-77

PARIS 13°: 11, rue de la République, 111 m. Tél: 584-72-35

MAISON-ALFORT: 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél: 375-44-70

Trappes route du Pont d'Aulin. Tél: 451-70-12

PARIS 13°: 144, bd de La Villette, M. Colonel Fabien et J. Jaurès. Tél: 203-00-79

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

FOSSÉS-SURVILLIERS: Zone Industrielle de Fosse. Pré gare S.N.C.F. Tél: 471-03-44

BOURGOGNE

Extension du district de l'agglomération dijonnaise. Après s'être opposés pendant un an et demi parce qu'il n'offrait pas « assez de garanties démocratiques », les élus de la municipalité de Dijon, quatre communes de banlieue viennent finalement d'adhérer au district de l'agglomération dijonnaise. Le protocole d'accord prévoit en effet qu'il n'y aura pas d'extension des compétences du district, sauf s'il y a une demande des communes. Les compétences sont actuellement les suivantes : enlèvement et traitement des ordures ménagères, lutte contre l'insalubrité, transports urbains, etc. Le district a une banlieue, une zone d'habitat, une zone industrielle. (Corresp.)

NORD-PAS-DE-CALAIS

Trois mille mètres carrés de bureaux à Lille. — La Mutuelle

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

La Banque européenne au port de Marseille. — Un prêt d'une valeur de 15 millions de francs a été accordé par la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) pour financer, à Fos-sur-Mer, des installations destinées à combattre la pollution pétrolière en Méditerranée.

NICE/COTE D'AZUR

3 pièces 74 m² + terrasse 53 m² + jardin : Une résidence intime et luxueuse avec vue panoramique, ville, montagne et mer. 320.000 F.

Documentation sur simple demande JC Guist commercialisations 11, Av. Jean Médéric, Nice - Tél: (93) 82.33.44

Réalisation : CONSTRUCTIONS LONGCHAMP

Giscard d'Estaing pour les p...

Au cou...

LA BAGAGERIE

WIS DE PRESELECTION NATIONALE ET INTERNATIONALE

ATTACHE-CASE

en cuir véritable 295 F avec serrure à secret 350 F

BUFFLE VERITABLE

sac à séparation 299 F en lézard 625 F

Paris : 13, rue Truchet - 75008
41, rue de la Paix - 75002
Tous les magasins de la chaîne

مكتبة من الأصل

21, rue d'Astorg
75008 Paris

LA PAGE COGEDIM

21, rue d'Astorg
75008 Paris

266.36.36

Le métier de construire au service du bonheur de vivre

266.36.36

Editorial

La ligne est ouverte

Oui, depuis une semaine la ligne du R.E.R. fonctionne. Elle conduira des milliers de clients sur la zone piétonnière du Centre Beaubourg et du Quartier de l'Horloge qui le jouxte.

Plus d'une centaine de boutiques s'installeront au pied des immeubles, le long des rues piétonnes. Dès septembre 1978 ces milliers de clients pourront être les vôtres.

Déjà à la croisée de divers chemins bien achalandés, au carrefour de plusieurs courants de pensée, en plein cœur du vieux Paris, la situation du "Quartier de l'Horloge" est, d'après les spécialistes, particulièrement favorable au développement du

commerce : au cœur de cette nouvelle Rive Droite de Paris, réhabilitée par trois grandes actions publiques :

- conservation et restauration des plus beaux fleurons architecturaux des siècles passés : le Marais,
- édification du Temple de la Culture qui marquera l'histoire d'une empreinte originale : Le Centre Beaubourg,
- création d'un vaste espace vert qui recouvrira la plus grande station jamais construite, à partir de laquelle deux réseaux réunis, R.A.T.P. et S.N.C.F., pourront vous amener rapidement des quatre coins de la capitale, de nombreux Parisiens.

Aujourd'hui, à la lisière des Halles transformées, en limite du Marais authentique, en bordure du Centre Beaubourg, le "Quartier de l'Horloge" est une parfaite synthèse qui bénéficie d'un nombre d'atouts considérables tant par la localisation que par la qualité de la conception architecturale, apportant ainsi aux commerçants qui vont s'y installer une bonne assurance de succès.

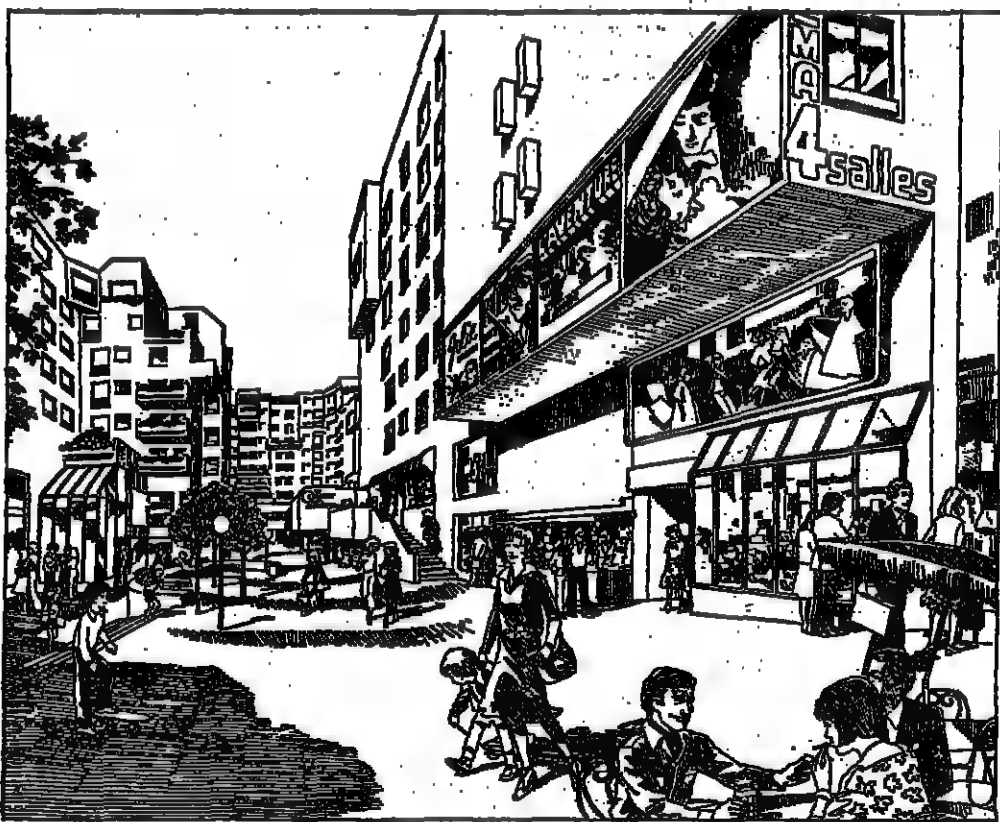
Certes les quartiers piétonniers se multiplient, mais encore faut-il que l'on puisse y accéder sans problème. C'est vrai, dès maintenant, et plus que jamais pour le "Quartier de l'Horloge".

Oui, maintenant la ligne est ouverte.

Une sélection de boutiques de qualité.

Pour que les boutiques du "Quartier de l'Horloge" soient en harmonie avec la conception de ce nouveau quartier, nous avons adopté une réelle politique de sélection, dans le choix des commerçants, afin que ceux qui s'installeront au "Quartier de l'Horloge" puissent bénéficier d'une image de qualité et de sérieux.

Au "Quartier de l'Horloge" des boutiques où se crée la mode, des librairies, des galeries d'Art, des antiquaires, côtoieront les étals colorés de fruits et légumes, les vitrines appétissantes du traiteur, du boulanger, du fromager ou du boucher, et les terrasses de cafés.



Un quartier piétonnier bien desservi.

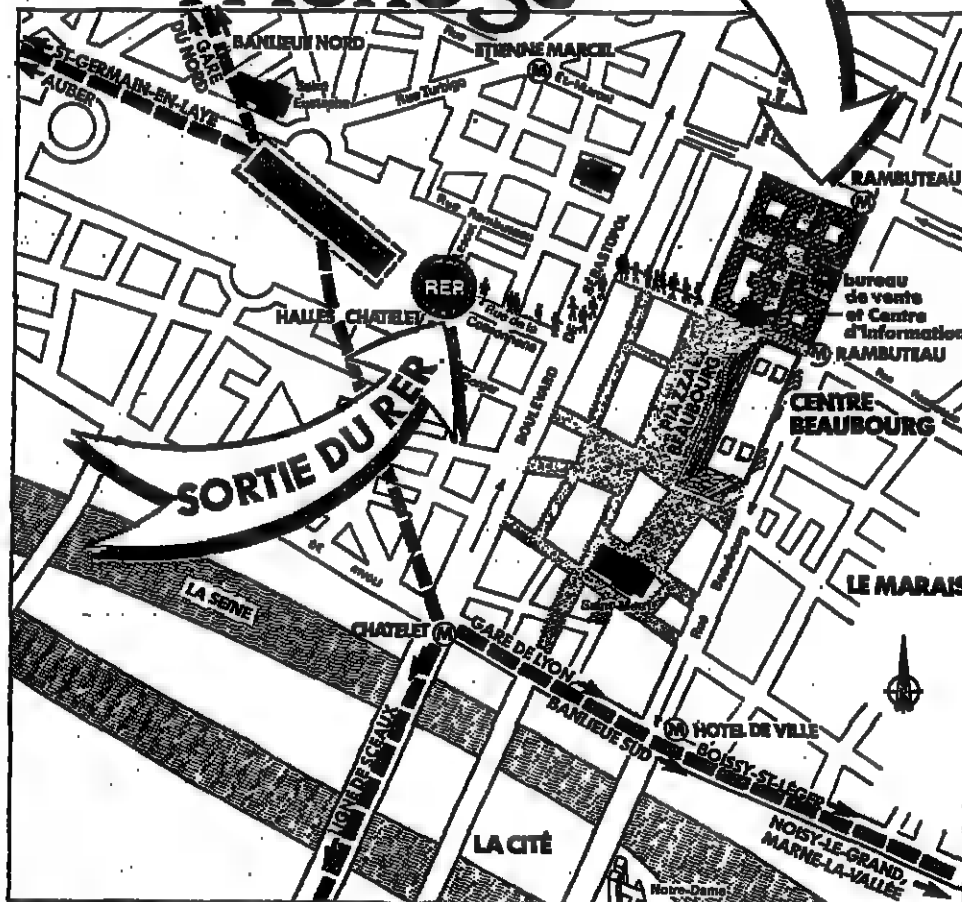
Outre les nombreux appartements construits par Cogedim à cet endroit, dont les habitants constitueront l'apport d'une importante clientèle permanente, le "Quartier de l'Horloge" est probablement le quartier piétonnier central le mieux desservi de la capitale. Voies d'accès automobiles améliorées, avec création de nouveaux parkings publics,

métro, R.E.R. et nombreuses lignes d'autobus y conduiront chaque jour des dizaines de milliers de personnes. L'attrait de l'environnement immédiat attire maintenant un très grand nombre de Parisiens et de touristes qui profitent de cette infrastructure exceptionnelle.

Les rues piétonnes où il est agréable de flâner s'étirent, tantôt à l'air libre, parfois recouvertes, et vont de placettes en placettes où vous pourrez vous reposer, dialoguer, regarder, écouter...

Il existe aussi des appartements à vendre.

Le Quartier de l'Horloge



Le choix entre l'achat et la location.

Les commerçants qui désirent s'installer au "Quartier de l'Horloge" peuvent choisir la solution la mieux adaptée à leurs possibilités.

Certains préféreront acheter, ce qui est pour de multiples raisons un placement particulièrement intéressant. D'autres, sans capital de départ disponible, préféreront louer, ce qui pour un prix très raisonnable, leur permettra d'ouvrir une boutique conçue pour vendre.

Ne décidez pas d'acheter ou de louer

un commerce sur la Rive Droite avant d'être venus nous voir sur place pour comparer nos prix et la qualité de l'emplacement.

Bureau de vente ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ou sur rendez-vous en téléphonant à M. Eraval au 277.52.39 ou 278.77.33

COGEDIM 277.52.39
278.77.33

Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur les boutiques et appartements du "Quartier de l'Horloge".

Nom :

Profession :

Activité du commerce souhaitée :

Rue :

Ville :

Code postal :

N° de téléphone :

Retournez ce bon à Cogedim, Quartier de l'Horloge, 21 rue Rambuteau, 75003 PARIS.

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

LA BUNDESBANK RAMÈNE A 3 % SON TAUX DE L'ESCOMPTE

A l'issue d'une réunion à laquelle participaient les ministres des finances et de l'économie ainsi que le secrétaire d'Etat à l'économie spécialisée dans les affaires monétaires, le conseil central de la Bundesbank a décidé d'abaisser, à compter de ce vendredi 16 décembre, le taux d'escompte à 3 % (contre 3,5 % depuis septembre 1976) et le taux des avances sur titres (« Lombard ») à 3,5 %, contre 4 % depuis le 15 juillet. Le taux d'escompte tombe ainsi à son niveau le plus bas depuis l'automne 1972.

D'autres mesures seront applicables à partir du 1^{er} janvier :

● L'accroissement des dépôts de non-résidents dans les banques allemandes donnera lieu à l'institution d'une réserve « spéciale » de 100 % auprès de l'institut d'émission. La base de référence pour le calcul de cet accroissement sera la période allant du 16 septembre au 15 décembre 1977.

● Les coefficients de réserve sur les dépôts des non-résidents seront portés à 20 % (contre 12,5 % actuellement) pour les engagements à vue, à 15 % (contre 8,95 %) pour les dépôts à délai de préavis légal et à 10 % (contre 5,55 %) pour les dépôts d'épargne.

● Enfin, les responsables de la Bundesbank ont décidé de ne plus accorder, à l'avenir, d'autorisations à des non-résidents pour l'acquisition de titres ouest-allemands d'une durée comprise entre deux et quatre ans.

M. Oskar Emminger, président de la Bundesbank, a, par ailleurs, indiqué que l'objectif pour la croissance de la masse monétaire en 1978 était fixé à 8 %. Le même pourcentage avait été retenu pour 1977, mais il a été dépassé d'environ un point.

L'obligation de verser sur les dépôts à pour effet pratique d'abaisser le taux d'intérêt sur le dépôt. Une réserve de 100 % correspond à un abaissement de moitié du taux d'intérêt, mais les dépôts ont été maintenus au même niveau que vingt-quatre heures auparavant. A Francfort, le dollar était coté aux environs de 2,14 deutschemarks ; à Zurich, autour de 2,080 francs suisses, alors qu'à Paris il valait 4,80 F, sans grand changement non plus.

Il en résultait un cours du deutschemark à Paris de 2,2420 et une nouvelle hausse sur le franc suisse, qui était échangé sur la base de 2,3250 F français.

Cependant, le volume des transactions restait faible : on avait l'impression que les opérateurs jouent le niveau actuel du dollar bas, mais ne se décident toujours pas à dénouer leur position à la baisse. Dans l'ensemble, les mesures annoncées ont été accueillies avec scepticisme. Leur effet est, pour les comptes de dépôt des non-résidents, d'abaisser le taux d'intérêt ; mais beaucoup de gens sont prêts à conserver des deutschemarks, même si cela ne leur rapporte rien. L'obligation de constituer des réserves supplémentaires sur les dépôts étrangers pourrait toutefois gêner les banques allemandes.

MONNAIES

LE DOLLAR RESTE FAIBLE DANS UN MARCHÉ ATONE

Les mesures prises jeudi après-midi par la Bundesbank (voir page 40) n'auront eu guère d'effet sur le marché, tout au moins en ce qui concerne le niveau des cours. Ceux-ci avaient monté au cours de la journée de jeudi, avant que les décisions ne soient annoncées ; mais vendredi matin, on se retrouvait pratiquement au même niveau que vingt-quatre heures auparavant. A Francfort, le dollar était coté aux environs de 2,14 deutschemarks ; à Zurich, autour de 2,080 francs suisses, alors qu'à Paris il valait 4,80 F, sans grand changement non plus.

Il en résultait un cours du deutschemark à Paris de 2,2420 et une nouvelle hausse sur le franc suisse, qui était échangé sur la base de 2,3250 F français.

Cependant, le volume des transactions restait faible : on avait l'impression que les opérateurs jouent le niveau actuel du dollar bas, mais ne se décident toujours pas à dénouer leur position à la baisse. Dans l'ensemble, les mesures annoncées ont été accueillies avec scepticisme. Leur effet est, pour les comptes de dépôt des non-résidents, d'abaisser le taux d'intérêt ; mais beaucoup de gens sont prêts à conserver des deutschemarks, même si cela ne leur rapporte rien. L'obligation de constituer des réserves supplémentaires sur les dépôts étrangers pourrait toutefois gêner les banques allemandes.

étudiants de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi

L'Institut de Gestion Sociale ouvre au mois de décembre un stage spécialisé de formation supérieure préparant aux

POSTES D'ASSISTANTS DIRECTEURS DE PERSONNEL ET DIRECTEURS D'UNITES

orientations : techniques de gestion sociale, bilan social, amélioration des conditions de travail

8 mois de préparation professionnelle, alternant travaux d'études, d'application et séminaires d'approfondissement et d'entraînement,

conçue en liaison avec les entreprises, en fonction des besoins nouveaux, cette formation est réservée aux étudiants de moins de 25 ans ayant suivi avec succès 3 années d'études supérieures (niveau licence, maîtrise, école de gestion et d'ingénieurs).

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle équivalente à 90 % du SMIC.

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
2, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 260.10.30

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

La visite du ministre japonais des affaires étrangères aux États-Unis s'est soldée par un constat de méfiance cordiale

M. Nobuhiko Ushiba, ministre japonais des affaires économiques extérieures, devait arriver à Bruxelles le vendredi 16 décembre, pour rencontrer M. Roy Jenkins, président de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Ushiba devait s'entretenir avec le président et des responsables de la Commission de la C.E.E. des problèmes posés par les exportations japonaises sur la balance commerciale des pays du Marché commun et sur la situation de l'emploi dans ces mêmes pays.

M. Ushiba, qui vient de passer quatre jours aux États-Unis, où il a discuté des problèmes commerciaux avec les autorités américaines, quittera Bruxelles pour le Japon samedi 17 décembre.

De notre correspondant

Sans aller aussi loin, les responsables de l'administration espèrent que ce spectacle et ces menaces exerceront un effet salutaire sur le nouveau cabinet de Tokyo et que celui-ci présentera dans quelques semaines un ensemble de mesures plus acceptables. On fait remarquer, par exemple, que s'il est bon d'avoir abaissé les droits de douane imposés aux ordinateurs de 13,5 % à 10,5 %, les États-Unis sont en droit d'espérer mieux : leur tarif sur les mêmes articles étant de 5 % à 5,5 % seulement.

Les Japonais ont fait valoir pour leur part les difficultés de leur situation économique et politique. Ils ont aussi mis en garde leurs interlocuteurs contre l'illusion qui consisterait à croire que le gouvernement nippon n'a qu'à donner un ordre pour obliger les consommateurs japonais à acheter américains. Ils ont tenu bon sur la question des contingents : ceux-ci concernent surtout, ont-ils dit, les produits agricoles et leur suppression profiterait davantage à un pays comme l'Australie (notamment pour la viande de bœuf) qu'aux États-Unis. M. Ushiba a pointé son doigt en direction des Européens, relevant que l'agriculture de la C.E.E. est beaucoup plus protégée que l'agriculture japonaise par des barrières non tarifaires.

D'une manière générale, les Japonais estiment injuste d'être constamment présentés ici comme des « voleurs d'emploi », alors que les Européens y ont leur part. C'est à ces derniers qu'il est fait allusion dans un bulletin diffusé par l'ambassade du Japon et qui relève que, à propos de l'acier, le tonnage des exportations du Japon (aux États-Unis) est resté presque exactement au niveau de l'an dernier : 7,3 % de la consommation américaine. Presque aucune critique n'a été adressée aux pays dont les exportations sidérurgiques vers les États-Unis se sont accrues substantiellement cette année, et dont les livraisons ont fait grimper le total des importations d'acier à près de 20 % de la consommation américaine. Les Japonais ont quelques raisons de s'étonner d'avoir été choisis pour cible unique.

M. T.

A Bruxelles

Le renouvellement de l'accord « multifibre » semble assuré

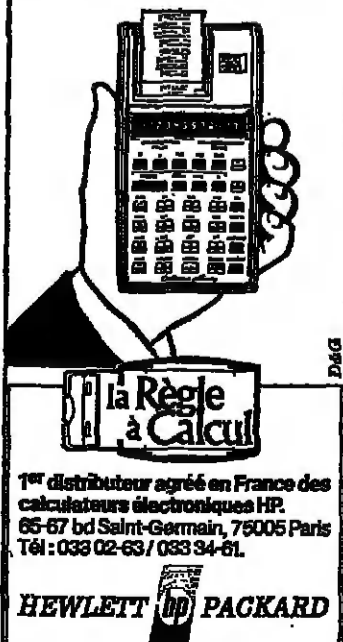
Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des affaires étrangères des Dix vont se prononcer, le mardi 20 décembre, sur le contenu des accords conclus par la commission européenne avec trente et un pays exportateurs de produits textiles « à bas prix de revient ». Ces accords prévoient, produit par produit, les quantités et modalités des importations dans la C.E.E. au cours des cinq prochaines années (1978-1982). Pour « boucler » ces négociations, la commission demande au conseil des ministres de rejeter sur la hausse les quotas prévus pour deux produits ultra-sensibles : les fibres de coton et les tissus de coton (« le Monde » du 3 décembre). Ce dépassement est nécessaire pour conclure avec quatre pays : l'Inde, le Brésil, le Pakistan et l'Égypte. De plus la commission estime opportun de démontrer que la Communauté n'a pas aboli ces négociations dans un état d'esprit protectionniste, et qu'elle a su, quand c'était indispensable, ne pas rester crispée sur ses positions initiales.

Les accords conclus couvrent 50 % des importations des produits textiles

inclus dans l'accord multifibre (A.M.F.). Seuls les cas du Portugal et de l'Espagne n'ont pas été résolus. Avec le Portugal, il existe une entente, mais elle n'est pas la première année d'exploitation ? C'est là que le bât blesse. On en est réduit aux hypothèses. Chaque porteur de carte fera-t-il appel à Midair en moyenne deux fois par an, comme le prévoient les responsables ? Chaque vol comprendra-t-il en moyenne six passagers ? La société, pour sa part, prévoit de distribuer des dividendes dès le deuxième exercice. Mais le

A "la Règle à Calcul" initiation à la programmation sur le HP-19 C

Une équipe spécialisée vous initiera sur le dernier-né de la gamme Hewlett-Packard : le HP-19 C. — mémoire permanente, — 30 mémoires adressables, — 88 lignes de programmes, — 10 labels, adresse indirecte, — imprimante thermique, — format 16,5 cm x 8,8 x 4 cm ; 350 g. HP-19 C : 2310,84 F.T.T. sur stock.



1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP. 65-67 bd Saint-Germain, 75005 Paris. Tél. 033 02-63 / 033 34-61.

HEWLETT PACKARD

SUISSE VILLARS-SUR-OLLON altitude 1300 m A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE

CHALET TIPIQUES de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 70 % en 20 ans, intérêt 6 %
Directement du constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31035 et 32206

TRANSPORTS

TAXIS AÉRIENS POUR DEMAIN ?

Midair attend le dernier feu vert

Reuni il y a quelques jours, le Conseil supérieur de l'aviation marchande (C.S.A.M.) a donné un avis favorable, sous certaines réserves, à la demande de la société Air H24 — qui exploite la marque Midair — pour s'installer sur le marché du transport aérien de passagers à la demande.

Toutefois, à la date du 15 décembre, le secrétaire d'Etat aux transports n'avait toujours pas accordé son accord à la société qui est obligée, en attendant le « feu vert » des pouvoirs publics, d'affréter des avions volant sous pavillon d'autres compagnies.

Quelle est l'originalité du système proposé par Midair et par son président-directeur général, M. Michel Delavaux, qui a créé la société en août 1977 ? Partant de cette idée que le marché des transports aériens à la demande n'a pas été exploité rationnellement jusqu'à aujourd'hui, Midair propose à ses adhérents la possibilité, moyennant une cotisation annuelle de 3 000 francs, de disposer de véritables taxis aériens, et cela au prix moyen du billet de première classe sur les lignes régulières.

Les experts du C.S.A.M. jugent eux-mêmes ce système « original, séduisant et de nature à réactiver le secteur du taxi aérien ». L'exploitant peut compter sur une clientèle « captive » et il préfinance ses investissements grâce à la vente des cartes de membres du club. Avantages aussi pour l'usager (qui se recrute évidemment dans les tranches les plus hautes de revenus) : outre le confort et le prix compétitif, il peut avoir à sa disposition, quand il le veut, un avion (il s'agit d'appareils modernes de moins de vingt places) pour lui et ses invités, à destination de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique.

Fin décembre Midair devrait disposer de deux appareils du type Swearingen Merlin et de deux Rockwell Turbo Commander, l'achat de deux Beechcraft étant en outre envisagé. Comptant sur neuf mille adhésions au cours de la première année, la société a prévu l'achat de douze appareils.

Midair a vendu aujourd'hui un millier de cartes, mais, les appareils lui ayant été livrés avec retard et l'attente de l'autorisation définitive, elle a dû, ces derniers jours, « freiner » les ventes.

Etant donné le système de financement, comment payer les appareils et comment boucler la première année d'exploitation ? C'est là que le bât blesse. On en est réduit aux hypothèses. Chaque porteur de carte fera-t-il appel à Midair en moyenne deux fois par an, comme le prévoient les responsables ? Chaque vol comprendra-t-il en moyenne six passagers ?

La société, pour sa part, prévoit de distribuer des dividendes dès le deuxième exercice. Mais le

secrétariat d'Etat aux transports est plus circonspect : des cultures de trésorerie sont inévitables dans le premier exercice même dans l'hypothèse optimiste où le capital de la société se situerait à 30 millions de francs, soit 11,11 %. Et si le nombre moyen mensuel d'heures de vol pour chaque avion tombe en dessous de la dégradation financière des saluts de Midair serait rapide.

Initialement doté d'un cap de 100 000 francs, la société a pécunié à 5 millions et a réparti les fonds nécessaires pour le 1^{er} à 10 millions. « Dans les premiers mois de 1978, il sera de 30 millions, conformément à ce que le C.S.A.M. nous a demandé », précise-t-on au si de la société.

Entre les encouragements, prodigés par les pouvoirs publics aux industriels, leur lancement « Crée des entreprises, cultive l'esprit d'entreprise », et les mises en garde des mêmes pouvoirs publics répétant : « Casse-cou la marge de manœuvre d'Air H24 et de Midair est très étroite.

« FRANCE » AU LARGE DE JACKSONVILLE ?

Il semble acquis que le *France* terminera ses jours à Jacksonville, en Floride. Son nouveau propriétaire, l'homme d'affaires américain Abram Oljel, cherche depuis quelques semaines où abandonner, notamment Day Beach, Miami, en Floride. Sa Francisco, sur la côte ouest de l'État-Unis, au Canada, M. Oljel, qui entend faire du navire une « vitrine de France », souhaite qu'il jette l'ancre au large d'une région fréquentée par les touristes et trop éloignée d'une terre tropicale.

Jacksonville paraît être le lieu idéal puisque cette ville est située au nord de la Floride, à une distance raisonnable de la Louisiane.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 11,30 % 1974

Les intérêts courus du 21 décembre 1976 au 20 décembre 1977 sont payables à partir du 21 décembre 1977, à raison de 10,70 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 3 après avoir obtenu la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes de finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs sont réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

Analyse et incidences des TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES dans la gestion des entreprises

Jean LAFOURCADE

Maître-Assistant à l'Institut universitaire de Technologie d'Angers
Chargé de cours de Droit Fiscal
dans les Facultés de Droit et de Sciences économiques

1^{re} édition

1 ouvrage, 21 x 27 cm, 384 pages, vendu avec bon de mises à jour gratuites
Chez votre libraire, 75 F ou 84,90 F franco aux Editions De la Loi, 12, rue de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. 325-08-32. C.C.P. 5531-24 Paris.

Reservation : 226.99.06+

Orly Sud

PARIS-TEHERAN.

SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi - Samedi 9 h 15 - 15 h 45
BOEING 747 : Mercredi - Dimanche 15 h 45
BOEING 707 : Lundi 15 h 45

